

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
MANUFACTURE NATIONALE
DE BEAUVAIS

Thèse pour le Doctorat
présentée en décembre 1939

PAR

RENÉ MILLE

Président : M. MESTRE, professeur à la Faculté de Droit.

*Thèse dispensée de la soutenance en exécution
des dispositions prises par M. le Ministre de l'Éducation Nationale
en faveur des étudiants rappelés sous les drapeaux.*

PARIS
ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

—
1939

**LA MANUFACTURE NATIONALE
DE BEAUVAIS**

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
MANUFACTURE NATIONALE
DE BEAUVAIS

Thèse pour le Doctorat
présentée en décembre 1939

PAR

RENÉ MILLE

Président : M. MESTRE, professeur à la Faculté de Droit.

*Thèse dispensée de la soutenance en exécution
des dispositions prises par M. le Ministre de l'Education Nationale
en faveur des étudiants rappelés sous les drapeaux.*

PARIS
ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1939



INTRODUCTION

« Il faut examiner à fond la conduite de cette manufacture ; et mesme je vois par toutes les apparences du monde qu'elle périra, parce qu'il (Hinart) a toujours voulu et veut encore vendre ses tapisseries trop cher. »

(Lettre de Colbert à Bellinzoni, inspecteur général des manufactures.)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Introduction.

Il est admis que la tapisserie est une des expressions les plus représentatives de l'art décoratif.

Elle a toujours occupé une place importante dans la décoration des palais et des habitations ; l'éclat de ses couleurs, sa souplesse, sa durée l'ont rendue précieuse à toutes les époques, ainsi qu'en témoignent les documents anciens, les vases, les peintures antiques (1).

Si l'on veut préciser la place qu'elle tient en France depuis trois siècles, il suffit de lire ce qu'écrivait, en 1889, M. Havard, membre du Conseil des Beaux-Arts, dans un rapport sur la manufacture de Beauvais (2) :

C'est un fait, sur lequel tout le monde est d'accord, que l'art de la tapisserie est, avant tout, un art somptuaire ; les idées qu'il doit éveiller sont, par conséquent, des idées de magnificence et de richesse... les ouvrages qu'il produit sont destinés à des palais. Ils doivent ajouter à la splendeur des résidences nationales, à moins qu'on ne les déploie dans nos fêtes publiques, pour en relever l'importance et l'éclat.

Cette conception de la tapisserie, expression achevée de l'art décoratif, est fort loin de ses origines et, bien qu'il ne rentre pas dans le cadre de notre étude de retracer

(1) DAUMET. *Rapport adressé au Ministre au nom de la Commission de la Manufacture nationale de Beauvais* (Paris, A. Quantin, 1884).

(2) HAVARD. *Rapport adressé au Ministre au nom de la Commission de la Manufacture nationale de Beauvais* (Imprimerie Nationale, 1889).

l'histoire de la tapisserie, il paraît indispensable d'indiquer que le rôle de celle-ci a peu à peu évolué.

Destinée, primitivement, à diviser en plusieurs parties les grandes salles de l'habitation de jadis, elle est devenue et restée, uniquement, un élément de décoration. Elle a été « le vêtement des édifices » avant d'en être la « parure » (3).

Cette transformation s'est accentuée de ce que la tapisserie n'a cessé de tendre, depuis moins de deux siècles, à l'imitation parfaite d'un tableau fini.

Mais le caractère somptuaire de la tapisserie ne procède pas seulement de cette double évolution et de son caractère artistique ; il résulte également d'une technique de production, dont la définition suivante révèle toute la complexité :

la tapisserie de lisse est un tissu en laine, en soie, ou en laine et soie, exécuté par un tisserand et tendant à reproduire, à interpréter, affirment d'aucuns, la perspective, le dessin, le modelé et le coloris d'un sujet donné.

Cette technique suppose, sans doute, de la part du tapisserieur une habileté manuelle certaine ; elle suppose, en outre, doublant cette dextérité, des dons naturels et une réelle éducation artistique.

Si grandes que puissent être ces qualités, leur mise en œuvre, exclusive de tout machinisme, aboutit à une production ralentie, et l'on n'est en mesure d'obtenir du meilleur artisan qu'un rendement très faible (4).

(3) GÉNAILLE. *Les Fables de La Fontaine en tapisseries de Beauvais au XVIII^e siècle* (*Mémoires de la Société académique de l'Oise*, t. XXVII, 2^e partie, 1933, p. 429).

(4) Un excellent ouvrier tapisserieur arrive, à peine, à produire 1 mq. de tapisserie par an.

D'un autre côté, cette production tire une part de sa valeur artistique de celle des tableaux qui lui sont fournis pour modèles. Il est ainsi indispensable que ces derniers soient pris parmi les meilleurs ; d'où il résulte que leur achat représente une dépense importante.

Ce rendement dérisoire de la main-d'œuvre et la nécessité de modèles de haute qualité constituent un handicap particulier à cette industrie, en renchérissant d'une manière exceptionnelle le prix de revient de la tapisserie (5). Quant au prix de vente, s'il était calculé suivant les méthodes commerciales usuelles, il devrait être fixé à un chiffre anormalement élevé.

La tapisserie est donc, par ses caractères propres et par son prix, un objet de grand luxe, comportant peu de débouchés.

Ces débouchés dépendent de facteurs complexes ; notamment de la valeur artistique des produits et de la mode, ces deux éléments réagissant l'un sur l'autre et d'une manière alternative. Ils dépendent aussi, évidemment, des conditions économiques de l'époque.

Sous l'ancien régime, la fabrication des tapisseries de Beauvais a connu une grande activité.

Cependant, malgré la mode qui lui était favorable, malgré la richesse que lui ont consacrée l'Etat et les classes possédantes, la Manufacture, entreprise privée, a éprouvé de fréquentes difficultés financières et n'a subsisté, le plus souvent, que grâce à d'abondantes subventions et, surtout, à un régime de travail rigoureux, à la fois dans sa durée et sa rémunération.

(5) Plus de 40.000 francs le mq.

De nos jours, alors que cet établissement, devenu, depuis la Révolution, atelier national, vivait au ralenti au compte de l'Etat, on a tenté, par l'application de réformes libérales d'ordre administratif et financier, de lui rendre sa prospérité ancienne.

L'expérience a échoué, et il paraît démontré que la gestion de la Manufacture n'est plus du domaine privé. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'existe aucune perspective d'amélioration.

A l'heure actuelle, un effort très net a été entrepris. Il ne s'exerce pas pour obtenir des débouchés, au moins d'une manière directe ; il est accompli dans le cadre public, en coordination d'autres réformes.

Il faut voir dans cette action d'ensemble, qui comprend la rénovation de l'art de la tapisserie, l'indice très net d'une évolution du rôle de l'Etat au point de vue artistique.

CHAPITRE PREMIER

LA MANUFACTURE, ENTREPRISE PRIVÉE

« Au crédit du siècle de Louis XIV, on doit inscrire un actif inaperçu de M. de Voltaire : le démarrage de la grande industrie française. »

(C.-J. GIGNOUX, *Louis XIV et la Qualité française*, « Plaisirs de France », mai 1938.)

La manufacture, entreprise privée. 1664-1795

Dès le moyen âge, l'imitation de la peinture par le tissage des fils de couleurs était connue en France.

A la fin du ^{xiii}e et au début du ^{xiv}e siècle, on trouve à Paris, en Picardie et en Artois des ateliers de tapisseries qui bénéficiaient d'une assez grande prospérité (1).

Au ^{xvi}e siècle, la réputation et le succès de la tapisserie flamande incitèrent la royauté à organiser cette fabrication en France. C'est ainsi que furent créés, notamment, les ateliers de Fontainebleau et de l'Hôpital de la Trinité.

En 1607, Henri IV, après avoir songé à installer en Béarn des ouvriers tapissiers flamands (2), fonda les Gobelins (3). Colbert substitua, en 1667, à cette entreprise, organisée commercialement, la manufacture des meubles

(1) Depuis le ^{xv}e siècle, en Italie, les tapisseries tissées au métier s'appellent des « Arrazzi », du nom de la ville d'Arras. A Beauvais, il paraît établi qu'il existait un atelier ; la cathédrale de cette ville possède plusieurs tentures probablement fabriquées à Beauvais ou dans la région, aux ^{xv}e et ^{xvi}e siècles (d'après GUIFFREY. *Les manufactures nationales de tapisseries : Gobelins et Beauvais* (Laurens, 1908).

(2) GUIFFREY. *Etablissement de tapissiers des Pays-Bas dans le Béarn en 1583* (*Nouvelles Archives de l'Art français*, 1879, p. 232-240).

(3) En dehors des Gobelins, Paris a possédé au ^{xvii}e siècle un certain nombre d'ateliers de tapisseries : l'atelier de l'hôpital de la Trinité, établi sous Henri II ; la Savonnerie, fondé à Chaillot sous Henri IV par P. Dupont ; l'atelier de la Galerie du Louvre en 1608 ; l'atelier du faubourg Saint-Germain, entre 1627 et 1630 (d'après GUIFFREY : *Manufactures parisiennes de tapisseries au ^{xvii}e siècle* ; extrait des *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, t. XIX, 1892).

de la Couronne, chargée de travailler exclusivement pour le Roi.

Cependant, en présence de la vogue, que connaissaient les tapisseries, provoquée par la renaissance de la peinture décorative, Colbert, conscient de l'avantage pour l'art et le commerce français d'un développement nouveau de cette production, avait créé, en 1664, la Manufacture de Beauvais.

Dans l'esprit du ministre, cet établissement devait fournir des tapisseries d'ordre courant aux particuliers, concurrencer les manufactures étrangères et inciter au progrès de cette industrie dans le royaume.

La création de l'atelier de Beauvais est ainsi une des manifestations du Colbertisme.

On a donné ce nom à l'ensemble des mesures qui furent prises au ^{xvii}e siècle pour faire de la France un pays industriel et qui illustrèrent d'une manière caractéristique l'intervention de l'Etat en matière économique.

Dans un article récent (4), M. C.-J. Gignoux a écrit :

Notre temps, se croyant aux prises avec une crise sans précédent, a cru de bonne foi inventer l'économie dirigée et le plan qui en est l'instrument. Les Soviets ont eu le plan quinquennal et les États fascistes les ont imités; les uns et les autres n'ont pas toujours réussi, mais, du moins, s'est-on accordé pour voir en ces initiatives un effort particulièrement intéressant et moderne. En fait, la méthode est vieille de quelque trois cents ans et son inventeur s'appelle J.-B. Colbert.

L'action de Colbert fut secondée et favorisée par Louis XIV, qui estimait « que les professions utiles contribuent au soutien de la monarchie et qu'il se doit de les

(4) C.-J. GIGNOUX. *Louis XIV et la qualité française (Plaisirs de France*, mai 1938).

porter toutes à la perfection qui leur est convenable » (5).

Elle trouvait d'ailleurs un double fondement, d'une part dans la conception que la monarchie se faisait de son rôle, et d'autre part dans le « mercantilisme ».

La monarchie en effet, aussi bien en France qu'ailleurs, se croyait investie d'une mission providentielle. Son système, inspiré à la fois par les légistes et les canonistes, tendait à placer, parmi les fonctions essentielles de l'Etat, l'organisation du travail. Ces attributions faisaient partie des droits de Justice et de Police reconnus au Roi.

Cette conception entraîna une intervention de l'Etat en matière économique, qui s'accrut plus particulièrement au XVIII^e siècle. Le Gouvernement, considérant qu'il lui appartenait de régler le cours des faits économiques, d'où dépend la fortune publique et privée, mit en application une conception économique qui prédominait, en cette matière, depuis la fin du Moyen Age : le système mercantiliste.

Sous sa première forme, que l'on a appelée le « bullionisme », ce système établit que la richesse d'une nation est liée à l'importance de son stock de monnaies d'or et d'argent, moyen universel d'échanges et trésor de guerre. Puis, le mercantilisme, sous sa deuxième forme, dégagées les conséquences de la balance commerciale et la nécessité pour le pays d'obtenir des excédents d'exportations. On devait donc s'efforcer de prohiber la sortie des métaux précieux. On tendait inversement à favoriser les exportations des produits fabriqués et à éviter les importations,

(5) Cité par BOISSONNADE. *Colbert ; le triomphe de l'étatisme ; la fondation de la suprématie industrielle de la France ; la dictature du travail* ; 1661-1683 (*Bibliothèque d'histoire économique*, 1932, Rivière).

« la grande vidange de nos espèces » (6), comme le disait Louis XI en 1466. Seule, était tolérée l'importation des marchandises qui étaient de nature à être exportées après avoir été transformées par l'industrie française.

Pour obtenir ce résultat, il fallait pourvoir à l'équipement industriel du pays, à la réglementation et au contrôle de la production, afin de lutter avec efficacité sur les marchés extérieurs.

Cette politique, dont l'application fut retardée par les troubles que provoquèrent les guerres de religion, puis la minorité de Louis XIII et celle de Louis XIV, trouva son épanouissement avec Colbert.

Le ministre appliqua principalement ses efforts au développement de l'industrie. Il considérait que les manufactures étaient le moyen le plus propre à enrichir la nation :

Le commerce et les manufactures sont les deux seuls moyens d'attirer les richesses au dedans du royaume et de faire subsister avec facilité un nombre infini de sujets (7).

Elles devaient assurer le bon ordre social par le travail et la suppression du paupérisme. Elles contribueraient, enfin, à la puissance et à la grandeur de la monarchie, en rehaussant « la magnificence et la dignité » du trône, si nécessaires pour « le soutien de la majesté aux yeux du peuple et de l'étranger » (8).

Pour atteindre ce but d'une manière plus complète, le

(6) Cité par BOISSONNADE. *Le Socialisme d'Etat, l'industrie et les classes industrielles en France pendant les deux premiers siècles de l'ère moderne* (Paris, 1927).

(7) Extrait des lettres, instructions et mémoires de Colbert (cité par MAZAN : *Doctrines économiques de Colbert*, Thèse Aix, 1900).

(8) BOSSUET. *Politique tirée de l'Ecriture Sainte*.

programme de Louis XIV et de son ministre prévoyait également des établissements industriels à caractère artistique et intellectuel.

Déjà, dans les lettres patentes de 1607, relatives aux artistes des Galeries du Louvre, Henri IV disait que le rôle du pouvoir est « de procurer au royaume les infinis biens de la paix » et, notamment, « celui qui provient de la culture des arts ».

L'Etat se rend florissant par icelle et le public en reçoit très grande commodité.

Il disait encore :

on fera, au moyen de ces ateliers d'art, travailler une infinité de fainéants et de vagabonds ; on empêchera le transport de l'or et de l'argent (9)

qui résulte de l'importation des produits artistiques. On peut lire, enfin, dans des lettres patentes de 1665 :

ces établissements peuvent non seulement produire l'abondance dans le royaume, mais encore y servir de décoration et d'embellissement (10).

Les moyens d'assurer la réalisation de ce programme furent largement mis en œuvre par Colbert.

Il créa une administration centralisée dont il prit la direction sous le titre de Surintendant des bâtiments, arts et manufactures (11), et il organisa l'inspection des manufactures. Il intervint, surtout, avec l'autorité considérable

(9) Cité par BOISSONNADE. *Le Socialisme d'Etat* (op. cit.).

(10) Lettres patentes du mois d'octobre 1665, notamment en faveur de la manufacture Van Robais à Abbeville (*Archives Nationales*, Xia 8.665 et F 12.1353).

(11) Voir annexe I.

dont il disposait, dans la création et l'organisation des manufactures. Les ambassadeurs de France à l'étranger reçurent la mission de favoriser le recrutement des spécialistes étrangers, entrepreneurs et ouvriers. Des privilèges furent octroyés aux divers points de vue économique, social, juridictionnel, fiscal. L'aide financière fut particulièrement libérale, se manifestant par des subventions et des commandes officielles. Colbert pensait qu'il fallait acheter en France, même si les marchandises étaient plus chères et moins bonnes ; l'argent restait ainsi dans le royaume.

Le mot d'ordre était déjà, à cette époque : « achetez français ».

On trouve une illustration de ces méthodes et moyens dans l'édit de 1664 qui crée et organise la manufacture de Beauvais (12).

On peut lire au début de ce texte l'exposé des motifs suivant :

L'un des plus considérables ouvrages de la paix... est celui du rétablissement de toute sorte de commerce en ce royaume, et de le mettre en état de se passer de recourir aux étrangers pour les choses nécessaires à l'usage et à la commodité de nos sujets... désirant inviter par cet exemple nos autres sujets à travailler avec plus d'application qu'ils n'ont fait jusqu'à présent à ces sortes d'établissements en ce royaume.

Les clauses insérées dans le corps de l'édit se répartissent en seize articles, où l'on découvre le désir de favoriser les débuts de l'entrepreneur.

L'entreprise lui est concédée pour trente ans, avec monopole d'exploitation pour la province de Picardie.

Il bénéficie d'avantages financiers divers : un prêt, sans

(12) Voir annexe II.

intérêts, de trente mille livres remboursables en six ans ; une somme représentant les deux tiers des frais d'acquisition et d'installation des immeubles ; une prime de vingt livres par ouvrier étranger venu en France pour travailler à la manufacture ; une prime annuelle de trente livres par apprenti.

Des dispositions d'ordre économique s'y ajoutent : le transport des matières premières en franchise ; une dispense de droits sur la vente des tapisseries en France ; une protection, assortie de lourdes peines, contre les contrefacteurs ; la propriété des modèles et des marques.

Des privilèges variés sont enfin accordés à l'entrepreneur et à ses ouvriers : c'est ainsi que lui-même a le privilège de *committimus*, qui le rend justiciable du Conseil du Roi ; son personnel est exempt de tailles, charges et contributions de toute nature ; d'autre part, les ouvriers étrangers peuvent être naturalisés français au bout de huit ans, sans avoir à payer aucune taxe ; quant aux ouvriers français, six ans d'apprentissage et deux ans de compagnonnage leur permettent d'acquérir la franchise et d'être reçus maîtres et marchands tapissiers de la manufacture, sans aucun frais ; enfin, l'entrepreneur a la possibilité d'adjoindre à l'établissement un certain nombre d'ouvriers de divers corps de métiers (teinturiers, brasseurs, boulangers, etc...) ; ce personnel accessoire bénéficie des mêmes exemptions et privilèges que les tapissiers, à condition de demeurer dans l'enclos de la manufacture.

Par ailleurs, le concessionnaire est astreint à certaines obligations. Il doit avoir au moins cinquante apprentis ; il doit recruter cent ouvriers la première année, et augmenter ce nombre de cent unités par an jusqu'au chiffre

de six cents ; la vente des produits exportés est taxée, à raison de 20 livres par tenture de 20 aunes ; enfin :

les maisons et héritages seront et demeureront affectés et hypothéqués au remboursement des sommes qui auront été à cet effet par nous fournies.

Cette garantie, ajoute le texte, ne jouera que si Hinart ne satisfait pas aux conditions « cy-après exprimées », c'est-à-dire, notamment, à la condition qui lui est imposée de recruter un certain nombre d'ouvriers. L'article 5 de l'édit confirme, par *a contrario*, le caractère précaire du droit de propriété de l'entrepreneur, qui sera discuté au XVIII^e siècle, en précisant que, si la condition relative au nombre du personnel est remplie, les sommes fournies pour l'achat des bâtiments appartiendront à Hinart.

Si l'on excepte cette dernière clause, qui comportait le risque d'une résolution du contrat, on peut considérer que, dans son ensemble, l'édit accordait à l'entrepreneur d'importants avantages.

En fait, ces avantages furent accrus par l'octroi de nouvelles subventions, qui s'élevèrent à un total de 80.985 livres, pour la période comprise entre 1665 et 1673. De plus, les commandes passées au nom du Roi se chiffèrent, en vingt ans, à 94.666 livres (13).

Malgré cela, le premier entrepreneur, Louis Hinart (14),

(13) D'après J. BADIN. *La manufacture de tapisseries de Beauvais* (Société de propagation des livres d'art, 1909).

(14) On trouve aux Archives municipales de Beauvais (BB 49) deux délibérations du 15 juin 1664 et du 12 janvier 1665. La première porte : « que le sieur Hynart tapissier à Paris, qui emploie en Flandre 400 ouvriers à travailler aux ouvrages de tapisserie d'haute lisse désire « établir en cette ville, dont il est originaire, une manufacture desdites « tapisseries ; délibéré de l'y exhorter et lui mander que la ville le favorisera en tout ce qu'elle pourra. »

qui avait été agréé à cause de son expérience de la fabrication de la tapisserie, n'obtint que des résultats médiocres. Il avait pourtant reçu une aide financière importante, inspirée par le désir de « lancer » la manufacture ; aide qu'il savait d'ailleurs solliciter, au point que Colbert disait de lui qu'il était toujours « affamé d'argent et de nouvelles grâces » (15).

Il dut céder sa place à Behagle, à qui furent octroyés les mêmes privilèges et une subvention de 15.000 livres. Behagle acheva la construction des bâtiments et fonda une école de dessin dont le directeur fut le peintre Le Pape. L'établissement prospéra. Louis XIV vint le visiter en 1686. A la fin du xviii^e siècle, il y avait à la manufacture 80 ouvriers.

A la mort de Behagle, en 1704, l'affaire fut reprise par sa veuve et son fils, qui ne surent pas en assurer la gestion et, en quelques années, elle périclita.

En 1711 (16), ce furent les frères Filleul qui devinrent entrepreneurs de la manufacture. Leur administration fut mauvaise. Mérou les remplaça en 1722.

Mérou, subrogé par arrêt du Conseil du 15 juillet 1722 (17) au privilège de ses prédécesseurs, pour en jouir jusqu'en 1740, avec prolongation de douze ans, promettait de consacrer 300.000 livres à soutenir la manufacture. Il recevait

La deuxième indique :

« que le sieur Louis Hinart, bourgeois de Paris, a présenté aux 3 corps
« des lettres patentes à lui accordées pour l'établissement d'une manufacture royale de tapisseries de haute lisse en cette ville et demande
« tant pour lui que pour ses associés à faire ledit établissement et
« jouyr des privilèges y portés ; délibéré d'y consentir. »

(15) Cité par BOISSONNADE. *Colbert* (op. cit.).

(16) Voir annexe IV.

(17) Voir annexe V.

cependant une subvention de 3.000 livres par an pour l'entretien des bâtiments et deux indemnités de 50.000 et 90.000 livres remboursables en six ans.

En 1721, un peintre fut attaché à la manufacture, Duplessis, qui sera remplacé en 1726 par J.-B. Oudry.

Mérou fit de mauvaises affaires. Il était parfois obligé de vendre à perte (18). Il avait cependant des dépôts à Paris et à Leipzig et le prix moyen d'une tapisserie ne dépassait pas 2.000 livres. Les difficultés qu'il éprouva furent parfois si grandes qu'il lui arrivait de ne pouvoir payer ses ouvriers. C'est à la suite d'un conflit de ce genre et d'une pétition adressée par ces derniers au Cardinal Fleury (19) qu'un Contrôleur général des Finances vint inspecter les registres de Mérou et constata qu'ils étaient falsifiés. Mérou fut alors destitué et déclaré redevable envers le Roi de 98.000 livres, qu'il dut acquitter presque entièrement avec des tapisseries, estimées au-dessous de leur valeur.

Son successeur, Besnier, fut pourvu, par un arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du mois de mars 1734 (20), des mêmes privilèges et avantages, sauf toutefois les indemnités remboursables.

Le nouvel entrepreneur intéressa le peintre Oudry aux affaires. Sous leur impulsion, la manufacture prospéra et même atteignit son apogée. Elle reçut d'importantes

(18) Une tenture de « l'Ile de Cythère », qui avait coûté 28.755 livres, fut vendue 13.755 livres (d'après BADIN, *op. cit.*).

(19) Les ouvriers de la manufacture avaient adressé le 17 décembre 1733 au Cardinal Fleury une pétition par laquelle ils demandaient que leur soient assurés le travail et les salaires que Mérou n'était plus en mesure de leur fournir (pièce justificative insérée à la fin de l'ouvrage de BADIN, précité).

(20) Voir annexe VI.

commandes et connut une activité intense. Louis XV marqua, par une visite, l'intérêt qu'il lui portait. De fait, ce fut le début d'une période pendant laquelle cet établissement, devenu « le royaume de M. Oudry » (21), donna une production de qualité irréprochable, acquit une réputation mondiale et, en même temps, réalisa des bénéfices substantiels.

Le successeur de Besnier, dont le privilège était arrivé à expiration le 31 décembre 1753 (22), fut Charron, qui passa une convention avec Oudry le 1^{er} février 1754.

Le peintre devait suivre l'exécution des tableaux, contrôlait les travaux et les matières premières. Il fournissait un certain nombre de modèles. Il percevait, en contrepartie, un dixième du produit net, sans participer aux pertes et sans contribuer de ses deniers à la marche de l'entreprise. Il recevait en outre un traitement de 3.500 livres, une pension du Roi, et disposait d'un logement dans les galeries du Louvre.

Après sa mort, survenue en 1755, d'autres peintres travaillèrent pour la manufacture. Aucun n'eut son activité ni sa réputation. Mais la tapisserie de Beauvais était lancée et la mode lui resta favorable jusqu'à la Révolution.

De Menou, choisi en 1780, fut le dernier entrepreneur de la manufacture sous l'ancien régime (23). Il reçut en subvention la somme 11.000 livres, et des commandes lui furent passées, au nom du Roi, pour un montant de 20.000 livres. De Menou fut un animateur. Il chercha à rajeunir les modèles et à développer l'entreprise. Il fonda un atelier de

(21) Lettre de Voltaire à l'Abbé Moussinot (Cirey, septembre 1736).

(22) Voir annexe VII.

(23) Voir annexe VIII.

tapis à l'imitation de ceux de la Savonnerie. En 1788, le nombre des ouvriers s'élevait à 120, alors qu'au temps de Charron il n'était que de 50.

Avant d'aborder la période révolutionnaire, au cours de laquelle le régime juridique de la manufacture devait être profondément modifié, il paraît indispensable de rappeler un conflit de juridiction qui mit aux prises, à la fin du XVIII^e siècle, à son sujet, et parfois d'une manière assez vive, le bailliage et siège présidial de Beauvais et le bailliage et comté-pairie de cette ville.

Ce conflit présente un certain intérêt parce qu'il permet de préciser la situation juridique de la manufacture à cette époque, ou, du moins, de connaître les arguments qui étaient invoqués de part et d'autre pour prouver son caractère privé ou au contraire sa qualité d'établissement royal.

Des lettres patentes du Roi, en date du 12 septembre 1781, avaient édicté des mesures de police à l'égard des ouvriers tapissiers. Le bailliage royal de Beauvais avait requis leur exécution. Le sieur Camousse, régisseur de la manufacture, avait fait alors inscrire, afin de se conformer à ces instructions, les noms de ses 70 ouvriers sur un registre tenu au greffe du bailliage.

Mais, de son côté, le bailli de la ville avait pris une ordonnance semblable, assortie de sanctions pécuniaires. Cette décision, qui était restée sans effet, avait été suivie d'une deuxième, le 13 janvier 1783 (24).

(24) Ordonnance de M. le Bailli de la ville, Bailliage et comté-pairie de Beauvais, juge général de police et des manufactures, concernant la police des ouvriers employés à la manufacture des tapisseries de Beauvais, en exécution des lettres patentes du Roi du 12 septembre 1781.

C'est alors que le bailliage royal rendit une sentence, le 18 du même mois, dans laquelle il critiquait l'initiative de la juridiction seigneuriale (25).

Il commence par affirmer hautement que la manufacture est un établissement purement royal, appartenant au Roi, qui en concède l'exploitation à des entrepreneurs de son choix, dépendant de sa seule autorité et justiciables de la juridiction royale. L'hôtel de la manufacture est la propriété du Roi. Aucun acte judiciaire ne peut y être valablement accompli par un officier seigneurial. C'est un établissement qui échappe à la police commune aux manufactures ordinaires et au commerce de Beauvais.

L'ordonnance du bailli de la ville procède, déclare la sentence,

du traditionnel esprit d'indépendance et d'attentat à l'autorité royale, qui a suscité tant de conflits, depuis qu'il y a une justice comtale à Beauvais.

Le Procureur du Roi proteste contre la prétention du Procureur fiscal qui veut faire payer des amendes, irrégulièrement infligées, à des ouvriers qui ne dépendent point du seigneur. Il critique, également, le titre de « bailli de la ville et bailliage » que prend, indûment selon lui, le juge du comté-pairie.

Il requiert en conséquence, après avoir visé l'édit de 1664 et de nombreux arrêtés du siège contenant dénonciation à la Cour de diverses entreprises du même genre, qu'il soit notifié qu'au cas où une amende serait irréguliè-

Du 13 janvier 1783 (bibliothèque municipale de Beauvais ; *Collection Bucquet*, t. 74, n° 386).

(25) Sentence du Bailliage et siège présidial de Beauvais, concernant la manufacture royale de tapisseries, du 18 janvier 1783 (*Collection Bucquet*, t. 74, n° 310).

rement infligée le procureur se rend appelant pour incompetence de ladite ordonnance et de ses suites.

Le bailliage fait alors droit à ces réquisitions et ordonne l'impression et l'affichage de la sentence.

Quatre jours après, le bailli de la ville répondait par une décision motivée, qui renfermait une vive protestation contre les arguments du bailliage royal (26).

Le 1^{er} février suivant, ce dernier répliquait par une nouvelle sentence (27). Aux arguments qu'il avait déjà exposés, il en ajoutait d'autres. Répondant au grief qui lui était adressé d'avoir négligé, dans le passé, le rôle qu'il s'arroge aujourd'hui, il déclare que la justice ecclésiastique ne peut acquérir par prescription.

Alors que les seigneurs n'exercent la justice que par concession et les ecclésiastiques par ingérence, au Roi seul appartient toute justice en son royaume.

D'ailleurs, le silence des officiers du Roi ne peut nuire à Sa Majesté. Au surplus, la manufacture n'a jamais été la propriété d'un entrepreneur. Ceux qui ont assumé cette charge n'étaient qu'usufruitiers ; Hinart, lui-même, a cessé bientôt d'être titulaire d'un droit de propriété précaire ; la résolution du contrat a transféré son droit au Roi.

(26) Sentence et arrêté de M. le Bailli de la ville, Bailliage et comté-pairie de Beauvais, juge général de police et des manufactures, concernant le droit de justice et de police dans l'Hôtel et sur les ouvriers de la manufacture des tapisseries de haute et basse lisse établie à Beauvais ; du 22 janvier 1783 (*Collection Bucquet*, t. 74, n^o 370).

(27) Sentence du Bailliage et siège présidial de Beauvais, au sujet d'une sentence et arrêté des officiers de la justice du comté-pairie de Beauvais, du 22 janvier 1783, concernant la manufacture royale de tapisseries de Beauvais. Du 1^{er} février 1783 (*Collection Bucquet*, t. 74, n^o 352).

A cette sentence, le bailli de la ville répondit par un arrêté du 14 février 1783, qui exposait en détail le point de vue de la juridiction du comté-pairie (28). Il convient d'en donner l'analyse.

Le Procureur fiscal rappelle que le présidial a pris une sentence concernant la manufacture. Il dédaigne de réfuter certains des arguments produits par ce texte à l'encontre des pouvoirs du bailli de Beauvais... *de minimis non curat prætor*... Il insiste sur une erreur commise, à son sens, par le présidial. Ce dernier prétend que les lettres patentes de 1422, base des titres postérieurs des Evêques de Beauvais, ont été expédiées sous le nom de Charles VI et « registrées à Paris par un faux Parlement attaché à l'Anglais », alors que le véritable Parlement de Paris avait été transféré à Bourges par Charles Dauphin.

Cette prétention se réfute aisément. Charles VI était le souverain légitime, et le transfert du Parlement de Paris n'a été ordonné par aucun texte. Au reste, ces lettres patentes n'avaient fait que confirmer un droit antérieurement établi. Des ordonnances de 1290, 1303, 1315, 1335, 1351, 1371 précisent qu'il ne doit pas être créé d'officiers royaux dans les terres des barons ou comtes, prélats, etc... La justice a toujours appartenu à l'Evêque sur tout le corps des habitants, en général, et sur chacun d'eux en particulier. Le présidial invoque vainement qu'il a le droit d'exercer la police générale, qui appartient au Roi,

(28) Second arrêté de M. le Bailli de la ville, Bailliage et comté-pairie de Beauvais, juge général de police et des manufactures, en réponse à celui des Officiers du Bailliage et siège présidial de la même ville du 1^{er} février 1783, publié sous le titre de sentence... concernant la manufacture royale de tapisseries de Beauvais. Du 14 février 1783. (Bibliothèque municipale de Beauvais, *Collection Mathon*, registre 15).

et par suite à ses officiers, pour l'exécution des ordres royaux. Il n'a, en réalité, aucun droit en cette ville.

De plus, la compétence exclusive du bailliage de Beauvais résulte, d'après le procureur fiscal, de l'esprit du règlement qui a provoqué le conflit. Il s'agit, en effet, de la police municipale, dont la surveillance ne peut être exercée que par le bailli. Ce dernier n'est d'ailleurs pas seulement compétent territorialement ; il l'est encore *ratione materiae*, parce que le règlement intéresse une manufacture. Le Roi ne peut donc et ne veut prétendre ni domaine, ni seigneurie, ni justice dans l'enceinte de la manufacture de tapisseries de Beauvais.

Il est certain, d'autre part, que le premier entrepreneur a acquis en pleine propriété. S'il n'avait pas rempli les clauses de l'édit de 1654 et, notamment, celle qui était relative au recrutement de 600 ouvriers, « ce qui est peut-être arrivé », le Roi, créancier privilégié, aurait eu un titre pour devenir intéressé en proportion de sa mise. Mais il n'y a aucun acte translatif de la propriété acquise par Hinart au Roi. Hinart, au surplus, ne s'est pas établi à Beauvais sans demander la permission au seigneur du lieu. L'autorisation a été accordée par une décision de l'Evêque du 12 janvier 1665.

Et l'arrêté du bailliage et comté-pairie poursuit le développement de sa démonstration en invoquant d'autres arguments.

L'écriteau qui est placé sur la façade de la manufacture et sur lequel on lit « Manufacture Royale » n'atteste pas le domaine du Roi dans l'intérieur de l'établissement. Sans doute, si la matière n'était pas de la compétence du bailli de la ville, le présidial pourrait connaître de faits de manufactures, dans l'hypothèse où la manufacture de tapis-

series n'existerait que pour le Roi. Mais ce n'est pas le cas et, d'ailleurs, le bailliage de la ville est compétent *ratione loci*. Il aurait ainsi le droit d'apposer les scellés à la mort de l'entrepreneur (29).

On oppose l'arrêt du Conseil d'Etat de 1753, qui indique que les bâtiments appartiennent au Roi. On peut répondre à cela que le Roi ne veut que ce qui est juste et convenable, et il ne peut vouloir cette propriété en l'absence de titre certain. Les visites, devis, adjudications auxquels les préposés du Roi ont pu procéder, de même que les bienfaits de Sa Majesté et le contrôle exercé en son nom, n'ont pu avoir pour conséquence d'incorporer cet établissement à la Couronne.

Au surplus, même si le Roi était propriétaire des bâtiments et du sol, la justice appartiendrait au bailliage de Beauvais. En effet, l'édit de 1667 décide que :

pour les héritages qui ne seront ni démolis ni enfermés dans l'enclos de quelques-unes de nos maisons (et tel est bien l'emplacement de la manufacture) il ne sera payé aucun dédommagement pour raison de haute justice ; et pourront les Seigneurs hauts-justiciers jouir de leur droit de justice, ainsi qu'ils auraient pu le faire avant les acquisitions par nous faites.

L'imprescriptibilité de la justice entre les mains des seigneurs ecclésiastiques est établie, ce qui ne veut pas dire que le seigneur peut prescrire contre le Roi.

Comme attachée à l'une des plus anciennes pairies du Royaume, la justice, inséparable de « la glèbe de Beauvais », doit participer aux privilèges essentiels du comté ;

(29) Des difficultés s'étaient déjà produites à ce sujet, en 1755, à la mort d'Oudry. Les scellés avaient été apposés deux fois, par le bailliage de la ville et par le bailliage royal. En 1783, cette affaire, qui était en appel, ne paraît pas avoir encore reçu sa solution.

à celui, surtout, de ne pas être aliénée. En ce qui concerne la manufacture, aucun texte n'attribue juridiction à la justice royale. De plus, pendant 90 ans, jusqu'en 1755, le présidial ne s'est nullement préoccupé de cet établissement et a laissé toute liberté à la juridiction seigneuriale.

L'arrêté conclut alors ainsi :

nous ne voyons pas d'arguments à retenir de la part du bailliage dans cette discussion... Que pourrions-nous désirer ?... Ah ! ce ne sera jamais de nourrir sans nécessité des combats de justice, affligeants pour elle-même et pour ceux qui l'aiment sincèrement.

Nous ne savons pas si cet arrêté du bailliage seigneurial eut une suite. Les arguments invoqués par ce dernier n'étaient pas décisifs. Si la Révolution n'était venue mettre un terme à ce genre de conflits, la discussion aurait probablement repris à la première occasion entre les deux bailliages, ce qui n'aurait comporté d'autre inconvénient que d'exposer les tapissiers à un cumul juridictionnel.

CHAPITRE II

LA MANUFACTURE,
ENTREPRISE PUBLIQUE

« Il faudrait que la Nation
régisse pour son compte et il y a
toujours pour elle trop de désa-
vantage à ce parti. »

*(Lettre du Directoire de dé-
partement au Comité d'Agricul-
ture, du 3 août 1793.)*

La manufacture, entreprise publique.

L'application du colbertisme par les successeurs du ministre de Louis XIV devait entraîner un développement excessif de l'intervention de l'Etat dans la production et de la réglementation des manufactures.

La politique économique de Colbert avait été de contribuer à donner à la France une suprématie mondiale. Son dessein était de faire servir la réglementation au progrès de l'industrie et de l'atténuer ensuite, lorsque le but visé serait atteint. Après lui, on négligea les inconvénients que pouvait présenter la permanence du système et, bientôt, on aboutit à la méconnaissance des droits individuels.

A la fin du XVIII^e siècle, cette politique, qui devait entraîner la réaction libérale, avait aggravé la condition de la classe ouvrière et provoqué son mécontentement.

La liberté du travail, notamment, était devenue illusoire. Les ouvriers étaient unis à l'entrepreneur par des liens étroits qui prohibaient le débauchage et rendaient les congés presque impossibles (1). Par ailleurs, la discipline matérielle et morale était devenue rigoureuse. Le travail s'effectuait en atelier sous la surveillance d'agents de l'entrepreneur. De longues heures de présence étaient exigées (10 à 13 heures par jour). Le silence était de règle. De lourdes sanctions pécuniaires, la mise à pied, punissaient les moindres fautes. Enfin, des obligations

(1) Voir annexe III.

religieuses étaient imposées, et même, après la révocation de l'édit de Nantes, une certaine propagande se manifesta ouvertement.

En revanche, les ouvriers, principalement ceux des manufactures royales, bénéficiaient d'avantages matériels, tels que dispenses d'impôts ou de prestations (2). Mais ces avantages ne compensaient pas l'insuffisance des salaires (3).

Ce mécontentement de la classe ouvrière n'était guère pris en considération par le Gouvernement. Colbert lui-même estimait que le développement des entreprises devait automatiquement entraîner la hausse des salaires. Par suite, aucun désordre n'était toléré.

Néanmoins, il se produisit parfois des troubles. C'est ainsi qu'à Beauvais des difficultés surgirent. Une certaine insubordination s'était, en 1783, manifestée chez les ouvriers tapissiers. Une instruction avait été ouverte, qui avait donné lieu à un nouveau règlement, édicté par le bailliage et siège présidial, sur la discipline des ateliers (4).

Ainsi, à la veille de la Révolution, les ouvriers et, parmi eux, ceux des manufactures privilégiées, comme celle de Beauvais, qui, bénéficiaires d'une condition so-

(2) Il y avait cependant des dérogations. Les ouvriers de la manufacture, qui n'avaient jamais été imposés, ont subi la capitation en 1748: Cet impôt, qui était d'abord, selon la classe, de 3, 2 ou 1 livre, fut fixé, sur la réclamation des ouvriers, à 20 sols chacun, sans distinction de classe. Il fut ensuite augmenté, notamment en 1761 (*Collection Bucquet*), t. 73, n° 384).

(3) YOUNG, dans ses *Voyages en France*, précise que le salaire d'un ouvrier tapissier à Beauvais était de 40 sous par jour ; un enfant gagnait 5 sous (*Voyages en France en 1787, 1788 et 1789* ; *Le travail et la production en France*, trad. par H. Sée, collection *Les classiques de la Révolution*, 3 vol., 1931, A. Colin, t. 3, p. 979).

(4) Voir annexe IX.

ciale plus élevée, avaient un sentiment plus affirmé de leurs droits, se trouvaient dans l'état d'esprit nécessaire pour profiter de l'heure et formuler des revendications.

Le mouvement commença par l'atelier des Gobelins, dont la principale revendication tendait au paiement des ouvriers à la journée. Ceux-ci étaient payés à la tâche, par aunes, et suivant le genre de travail ou la difficulté du morceau. Un tel régime, dépendant essentiellement de la bonne foi des entrepreneurs, ne laissait pas d'être arbitraire et favorisait surtout les artisans qui travaillaient le plus vite. Dans l'ensemble, il nuisait à la qualité des ouvrages (5).

Les ouvriers présentèrent à leur directeur un projet prévoyant, entre autres réformes, le paiement à la journée. Malgré une certaine résistance de la part de l'administration, ce projet fut adopté et mis en vigueur aux Gobelins le 10 janvier 1791.

Il répartissait les ouvriers en classes et leur octroyait, suivant la classe un salaire fixe de 12 à 22 livres par semaine. Les apprentis recevaient de 2 à 6 livres. La durée du travail était réduite ; entre mai et août la journée était de 10 heures ; le reste de l'année, les ouvriers travaillaient de l'aube à la tombée de la nuit ; les veillées à la chandelle étaient supprimées.

Ce mouvement, de la part des tapissiers des Gobelins, avait eu son retentissement à Beauvais. Mais le caractère privé de cette entreprise ne devait pas lui permettre d'obtenir satisfaction avec la même facilité.

(5) Dans un mémoire à d'Angivillers, du 14 avril 1790, Guillaumot, Intendant général des bâtiments du Roi, écrivait :

« Si on exigeait une bonne fabrication, les ouvriers ne pourraient « point vivre. »

(Arch. Nat. O1 2.057 A).

A l'automne 1790, commença pour elle une période agitée qui dura plusieurs années (6).

Les tapissiers de Beauvais avaient adressé à l'Assemblée nationale une pétition qui était dirigée notamment contre le recrutement des ouvriers étrangers. L'entrepreneur Menou, qui n'admettait aucun empiètement sur ses pouvoirs, licencia une cinquantaine de tapissiers beauvaisins. Cette décision provoqua, le 15 octobre 1790, une véritable insurrection, à la suite de laquelle la municipalité intervint inutilement en faveur des ouvriers auprès de Menou et du directoire de district (7). Ce dernier, en effet, se rendait parfaitement compte des difficultés qu'éprouvait l'entrepreneur dans la conduite de sa manufacture. Celle-ci ne fonctionnait plus qu'au ralenti, la Révolution ayant eu des conséquences désastreuses sur le chiffre des commandes (8). Cette situation n'incitait pas

(6) Pour cette période nous avons eu recours principalement à une étude de H. Baumont : *Le département de l'Oise pendant la Révolution ; l'année 1794* (extrait du *Bulletin de la Société d'études historiques et scientifiques de l'Oise*, n° 3, t. VI, 1910), ainsi qu'aux documents des archives communales de Beauvais, série F. 20.

(7) Le directoire de district répondit notamment :

« Il n'y a pas lieu de délibérer quant à présent sur le nombre des
« métiers non plus que sur celui des ouvriers... Au surplus, en approu-
« vant le zèle et la prudence des officiers municipaux dans la conduite
« qu'ils ont tenue vis-à-vis des ouvriers... à l'occasion des salaires
« dont les uns se plaignent et du renvoi de plusieurs autres, il sera
« recommandé à ladite municipalité d'interposer sa médiation d'abord
« et, s'il en était besoin par la suite, le pouvoir qu'elle tient de la loi
« pour maintenir dans les ateliers... la subordination nécessaire. »

(Directoire de district de Beauvais, 12 novembre 1790.) On ne peut vraiment pas dire que l'appui du Directoire était donné sans réserves.

(8) YOUNG (*op. cit.*, t. 3, p. 1049) note les effets désastreux de la Révolution sur l'activité des manufactures, par suite de la diminution des revenus des classes possédantes, de la thésaurisation, et la misère des travailleurs.

Menou à aggraver encore ses charges en améliorant la condition de ses tapissiers. Il désirait, bien au contraire, une aide financière. Ne recevant pas satisfaction de ce côté, il donna sa démission qui, d'ailleurs, ne fut pas acceptée.

Après la déchéance de la royauté, la suppression de la manufacture fut envisagée. Marat l'avait demandée parce qu'il voyait en elle une institution de luxe, inutile et onéreuse, qui n'avait été créée que pour les satisfactions de l'aristocratie.

Au mois d'août 1792, une pétition des ouvriers fut remise aux commissaires du Corps législatif (9) qui se trouvaient alors à Beauvais et s'engagèrent à la présenter à l'Assemblée nationale. Cette pétition n'ayant eu aucune suite, une nouvelle adresse fut envoyée, le 22 octobre (10); puis un mémoire, qui fut remis à la Convention et dans lequel les ouvriers demandaient, pour assurer leur avenir, leur réunion aux Gobelins. Ce mémoire était appuyé par le directoire du district et le directoire du département, lequel émettait d'ailleurs le vœu que la manufacture fût maintenue à Beauvais. Dans une lettre adressée au Comité d'Agriculture, le 3 août 1793, il s'exprimait ainsi :

Il est indubitable que la réunion de la manufacture de Beauvais à celle des Gobelins entraînerait insensiblement et inévitablement

(9) Jean Debrye et Merlin de Thionville, membres et commissaires de l'Assemblée Nationale, et Legendre, commissaire du Conseil exécutif provisoire.

(10) Le directoire de district demanda que, dans le cas où il ne pourrait être fourni au citoyen Menou les moyens d'alimenter la manufacture, les ouvriers alors sans ouvrage reçussent chacun 50 livres par mois « jusqu'à l'arrangement définitif qui assurera l'existence d'un « établissement si important à conserver. » (directoire de district de Beauvais du 22 octobre 1792).

la chute de cette dernière. Car, quoique la manufacture de Beauvais ait toujours passé pour l'émule et la rivale de celle des Gobelins, il est certain qu'elle ne l'a jamais égalée pour la perfection des ouvrages... Le choix des sujets doit être réservé à l'entrepreneur... sans cela il faudrait que la Nation régît pour son compte, et il y a toujours pour elle trop de désavantage à ce parti... Le citoyen Menou a déjà fait assez jusqu'à présent pour que le Gouvernement, en prenant avec lui des arrangements, conserve au département de l'Oise un établissement dont il s'honore de calmer les inquiétudes de familles agitées par la crainte de se voir privées de subsistances et de voir des hommes, inhabiles à tous les autres genres de travail, désespérés de leur inutilité au milieu de leur carrière (11).

Ces diverses démarches, appuyées à la Convention par Portiez, député de l'Oise (12), aboutirent au décret du 17 brumaire an II.

Ce décret renfermait des dispositions transitoires.

La manufacture passait sous la surveillance et l'inspection de l'administration du district de Beauvais. Le peintre et l'entrepreneur étaient maintenus dans leurs fonctions. Ce dernier ne pouvait quitter ses travaux que deux mois après en avoir donné avis. A ce moment-là, le district devait faire procéder au récolement des objets et effets de la manufacture, appartenant à la Nation.

Les tapissiers adressèrent alors à la municipalité une pétition la mettant en demeure de fixer le maximum de leurs journées. Menou, ne pouvant satisfaire à ces demandes, donna de nouveau sa démission.

Le 7 nivôse an II, intervinrent alors un arrêté et un avis du conseil de district de Beauvais.

Le premier prenait acte de la retraite de l'entrepreneur, dont il fixait le départ au 25 nivôse, en ordonnait la publi-

(11) Cité par BEAUMONT (*op. cit.*).

(12) Voir annexe X (Discours de Portiez à la Convention).

cation et décidait de faire procéder au récolement prévu.

Le second mettait en œuvre ces prescriptions et énumérait les avantages de l'entreprise (13).

Mais il faut croire que la situation ne paraissait guère enviable, car personne ne se présenta pour recueillir la succession de Menou. Le travail cessa. La manufacture fut fermée. Malgré quelques secours qui leur furent alloués par le département, puis par le Comité de Salut public, les ouvriers connurent une période de misère complète.

Il devait appartenir au Comité d'Agriculture de remettre en activité la manufacture. Le 13 prairial an III intervenait un arrêté qui modifiait, à cette fin, le régime juridique de l'établissement, en substituant à l'ancien statut l'organisation en régie (14).

Aux termes de cet arrêté, un directeur et un garde-magasin sont nommés. Le directeur a pour mission de surveiller l'exécution des ouvrages, d'assurer la discipline des ouvriers, de fixer les prix de la main-d'œuvre en fonctions des difficultés techniques de chaque ouvrage, de tenir les registres de comptabilité et d'acquitter les dépenses. Le garde-magasin est chargé de distribuer le travail, de l'organiser et de contrôler les matières premières. Il est stipulé que les ouvriers seront payés à la tâche, mais qu'ils recevront des salaires triples de ceux qui leur étaient alloués en 1789. Le Comité fournit les fonds nécessaires au fonctionnement de la manufacture et le directeur doit s'adresser à lui pour les obtenir.

(13) Voir annexe XI (Avis du Conseil permanent du district de Beauvais).

(14) Dans l'intervalle, la manufacture avait servi au dépôt du 16^e régiment de cavalerie. Pour aménager de nouveau les locaux, on dépensa, à la fin de 1795, 20.224 livres (d'après BEAUMONT, *op. cit.*).

Le premier directeur, Camousse, remplit ses fonctions de 1795 à 1800. Il remit en marche la manufacture avec un nombre très réduit d'ouvriers. Le travail ne fut repris qu'au ralenti. Cela tenait moins à l'absence de commandes qu'à la pénurie de matières premières. Les Gobelins, manquant de subsides, ne fournissaient que difficilement les laines et les soies nécessaires à Beauvais. Et si le Directoire passait de fastueuses commandes, il n'en acquittait pas le prix. Les ouvriers connurent de nouveau des années de misère. Ils gagnaient 200 livres par semaine, mais le coût de la vie était considérable et l'assignat de 100 livres ne valait plus que 50 sols en numéraire. Le 14 ventôse an IV, Camousse pouvait écrire au Ministère de l'Intérieur :

Les tapissiers ne peuvent vivre, bien qu'ils travaillent du matin au soir comme des chevaux. Il ne leur reste que misère et désespoir (15).

Ainsi, la Révolution n'avait apporté aux ouvriers de la manufacture aucune des améliorations qu'ils en avaient attendues. Leur travail, leurs salaires étaient soumis aux mêmes règles. Ils retrouvaient, après des années de lutte, un régime d'autorité semblable à celui dont ils avaient voulu l'abandon. Ce n'est qu'à la longue qu'ils devaient voir s'améliorer leur situation, car en dépit du caractère négatif de certains de ses résultats, la Révolution allait permettre dans ce domaine des progrès substantiels.

Au mois de fructidor an VIII, le Premier Consul, pré-

(15) Cité par REYNOART : *Les ouvriers des Manufactures Nationales sous la Révolution* (Thèse, Paris, 1917).

occupé de favoriser les arts et le commerce, et notamment de donner à la fabrication de la tapisserie l'impulsion nécessaire, désigna Huet de Vaudour comme directeur de la manufacture de Beauvais. Il lui accorda un crédit spécial pour le matériel et le personnel et lui laissa en outre la faculté de satisfaire aux commandes des particuliers.

Huet fit de son mieux. Il organisa, dès le début, une exposition de tapisseries et, rapidement, porta le nombre des tapisseries de 6 à 25. Le Gouvernement d'ailleurs lui manifestait sa sollicitude. C'est ainsi que Beauvais reçut la visite de Bonaparte le 23 brumaire an XI, et que le nouveau directeur obtint aisément des modèles pris parmi les peintures de l'école française. En outre, de nombreuses commandes furent passées par l'Etat, principalement pour le mobilier des résidences consulaires.

En 1804, la manufacture fut rattachée à la Maison de l'Empereur. Son budget relevait de la liste civile et pouvait recevoir les suppléments nécessaires.

Grâce à l'appui impérial, elle connut de nouveau la prospérité. En 1814, elle comptait 38 ouvriers et 6 élèves.

A partir de cette date et au cours du XIX^e siècle, l'histoire de la manufacture ne présente aucune particularité.

La tapisserie, d'ailleurs, cesse de bénéficier de la même vogue. Une certaine régression de l'art décoratif à l'intérieur de l'habitation, l'esprit « bourgeois », ont sans doute empêché à ce moment-là l'évolution artistique du genre.

En 1831, il avait même été question de supprimer la manufacture. Après une campagne de presse et sur le vœu fermement exprimé par les autorités locales contre un tel projet, une loi du 2 mars 1832 consolida l'existence de la manufacture en la comprenant dans l'apanage de la liste civile.

De 1815 au début du ^{xx}^e siècle, on note quelques réformes d'ordre technique ou administratif, comme la substitution du système métrique à l'unité de mesure en usage, le bâton des Flandres, équivalent à 0 m. 01 d. 01 c. 71 mm., et l'introduction de salaires fixes au lieu des salaires à la tâche. De même, en 1833, un règlement fut mis en vigueur à la manufacture par son nouveau directeur, Grau de Saint-Vincent (16). Les ouvriers furent divisés en 4 classes et 8 sections. Les salaires variaient en conséquence de 1 fr. 58 à 4 francs par jour. Le régime du travail était le suivant : en mai, juin, juillet, août, 13 heures, — en mars, avril, septembre, octobre, 11 heures, — en novembre, décembre, janvier, février, 8 à 9 heures. Avec ce régime, la production était, en 1841, de 13 à 20 mq. par trimestre.

En 1848, la manufacture cessa de faire partie de la liste civile pour être rattachée au département du Commerce et de l'Agriculture (17). Revenue sous le Second Empire dans la Maison de l'Empereur, elle fut, en 1870 et 1871, réunie successivement au Ministère du Commerce, puis au Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts (18).

Elle a eu pour directeurs, pendant cette longue période, de 1814 à 1819, les fils Huet ; l'aîné jusqu'au 31 janvier 1819 et le cadet de cette date jusqu'au 1^{er} octobre de la même année ; de 1819 à 1828, Guillaumot ; de 1828 à 1831, d'Ourches ; de 1831 à 1833, Guillaumot fils ; de 1833 à 1848, Grau de Saint-Vincent ; de 1848 à 1876, Badin

(16) Règlement pour la manufacture royale de tapisseries de Beauvais (Beauvais, 1833, signé Grau de Saint-Vincent).

(17) Décret du 18 mars 1848.

(18) Décrets des 5-10 septembre 1870 et 2-10 janvier 1871.

Pierre-Adolphe ; de 1876 à 1882, Dieterle ; de 1882 à 1914, Badin Jules ; de 1914 à 1917, Peycelon.

Elle n'a fabriqué à peu près que des pièces de dimensions réduites, sur métiers de basse-lisse. Sa production n'a pas été considérable. Elle n'a repris un certain regain d'activité que sous l'impulsion énergique de Grau de Saint-Vincent et à l'époque du Second Empire (19).

Les tapisseries qui en sont sorties ont servi en général à l'ameublement des résidences nationales ou à des cadeaux diplomatiques (20). Celles qui n'ont pas été ainsi utilisées ont été versées au mobilier national.

Au début du xx^e siècle, la manufacture de Beauvais est donc un service public, relevant, comme les Gobelins, du Ministère des Beaux-Arts. Elle comprend :

- 3 ateliers d'artistes,
- 1 atelier d'élèves,
- 1 école de dessin,
- 1 atelier de calque et de rentraiture,
- 1 atelier de couture,
- 1 galerie d'exposition,
- 1 musée des modèles,
- des magasins et des bureaux.

Son personnel est ainsi composé :

- 1 administrateur,
- 1 comptable,
- 1 professeur de dessin,

(19) En 1867, on comptait 50 artistes et 7 élèves.

(20) En 1873, l'Empereur de Birmanie reçoit un écran de cheminée d'une valeur de 3.785 fr. ; en 1878, l'Empereur de Chine reçoit un panneau représentant une nature morte (BADIN, *op. cit.*).

1 dessinateur de calques,
1 chef des ateliers,
3 sous-chefs,
30 artistes,
2 rentrayeuses,
une dizaine d'élèves,
3 hommes de service.

Son budget de dépenses est de 115.000 francs (1904), dont 15.000 francs pour le personnel administratif, 80.000 pour le personnel des ateliers, 12.000 pour le matériel.

La durée quotidienne du travail est de 6 heures 30 en hiver et de 8 heures en été.

Le prix de revient de la tapisserie est en moyenne de 3.000 à 4.000 francs le mètre carré.

CHAPITRE III

LE RÉGIME DE L'AUTONOMIE

« La seule hypothèse qui n'était pas prévue était celle d'un déficit. »

*(Rapport de la Commission
des Offices du 12 février 1935.)*

Le régime de l'autonomie.

I. — SA GENÈSE.

En décembre 1917, M. Ajalbert fut nommé directeur de la manufacture.

Son passage à la tête de cet établissement mérite d'être particulièrement étudié, car il a marqué à la fois une tentative de rénovation de la tapisserie et une intéressante application du régime de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Il est curieux de rappeler les impressions qu'éprouvait le nouvel administrateur à son arrivée :

A ma première journée à la manufacture, dans le jardin de broussailles humides et de lierre mortuaire qui bouchaient les fenêtres, coupaient l'air et la lumière aux ateliers, le découragement m'a frôlé. On me donnait à entendre qu'il n'y avait rien à faire (1).

Il est vrai que, depuis près d'un siècle, la manufacture n'avait fonctionné qu'au ralenti. Sa production ne révélait guère d'inspiration neuve ; ses créations manquaient d'originalité. Elle avait surtout servi à recopier des modèles tirés de ceux du XVIII^e siècle.

En 1889, dans son rapport (2), M. Havard écrivait :

Quatre concours ont eu lieu... Si l'on a pu constater un certain empressement de la part des candidats au prix de Beauvais, par

(1) AJALBERT. *Beauvais basse-lisse* (Paris, Denoële et Steele, 1933).

(2) HAVARD. *Rapport au nom de la commission de la manufacture nationale de Beauvais* (op. cit.).

contre la commission a pu se convaincre que les grandes traditions décoratives et la verve créatrice, qui ont produit de si remarquables ouvrages aux siècles précédents, se sont singulièrement assoupies. L'ensemble des projets envoyés a été d'une relative faiblesse...

Il ajoutait un peu plus loin :

Chaque époque a une manière qui lui est spéciale de contempler la nature. Il faut que les modèles placés sous les yeux des élèves concordent avec la façon actuelle de voir et de comprendre...

Ce n'est pas autrement que pensaient les grands entrepreneurs de jadis, et notamment Oudry. Leur programme était à la fois simple et difficile ; il consistait à produire de la tapisserie adaptée au décor de la vie contemporaine.

C'est dans cette voie que parut vouloir s'engager M. Ajalbert. Au cours d'une conférence faite à Beauvais, il l'avait ainsi indiqué :

Notre manufacture, depuis trop longtemps, est fermée à toute suggestion du dehors au dedans, comme à toute expansion du dedans au dehors. Je ne crois pas que ce système de double restriction ait fourni des résultats assez merveilleux pour nous dispenser d'essayer une autre méthode. Il faut que cette vieille demeure, qui fut la parure royale de Beauvais, en même temps qu'une gloire nationale, continue. Et c'est une œuvre de guerre, d'avant-guerre et d'après-guerre que de maintenir le prestige d'une production incomparable comme celle de nos habiles tapissiers...

Par des écrits, par des expositions, il tenta d'intéresser le public ou, tout au moins, une élite susceptible de l'aider. Par diverses réformes dans la réglementation de la discipline des ateliers et dans l'aménagement des locaux, il s'efforça d'obtenir un meilleur rendement. Enfin il s'assura la collaboration de peintres en renom (3).

(3) On peut citer, comme *peintres* : Anquetin, Bagge, Beaumont,

Ses efforts eurent un retentissement certain et furent approuvés en grande partie par ceux qui souhaitaient une rénovation de l'art de la tapisserie. Quelques-uns parlaient déjà de la « renaissance du célèbre bouquet de Beauvais » et se réjouissaient de ne plus voir « les vivants prendre conseil des morts » (4).

Sans doute faut-il voir dans cette tentative et l'approbation qu'elle avait recueillie l'un des éléments déterminants de la décision qui fut prise, en 1926, de doter la manufacture de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

D'autres raisons d'ailleurs poussaient à cette réforme et, notamment, le désir du Gouvernement d'alléger les charges du budget général.

Enfin, les partisans de l'autonomie invoquaient divers arguments, qu'ils trouvaient dans la situation particulière de la manufacture de Sèvres.

Celle-ci, à partir de 1900, avait connu un succès grandissant. Son activité cependant était limitée par des crédits budgétaires à peu près invariables. Ne disposant pas de ses recettes, Sèvres n'avait pas intérêt à accepter de nou-

Bellaigue, Bénédiclus, Busset, M^{lle} Clouzot, Crozet, M^{lle} Christauflour, Chouasnard, Cappiello, M^{lle} Dayot, Deltombe, Dufy, Duval, Edelmann, Follot, Fonfreide, de Feure, Gadenne, Gattiker, M^{me} Gauthier, Gaudissart, Groult, Guillonnet, Hanicotte, Karbowsky, Maillaud, Mare, de Marliave, Martin, Leroux, M^{me} Luka, Lurçat, M^{me} Pascalis, Poirer, Piot, Quibel, Rousseau, Robida, Rochepierre, Seguin-Bertault, Simon, Saint-Paul, Taquoy, Tapissier, Valtat, Véber, Véra, Vitry, Widhopff, Singg ; et comme *décorateurs* : Bagge, Coard, Bureau, Damon, Dufrène, Follot, Fréchet, Groult, Jallot, Kingsbourg, Michon, Pelletier, Poteau, Pellissier, Prou, Rateau, Suë et Mare, Roustan, Allègre, Ruhlmann (d'après Ajalbert, *op. cit.*).

(4) JANNEAU : Catalogue de l'exposition « l'art et l'industrie du siècle », en 1926.

velles commandes, qui entraînaient des dépenses supplémentaires et déséquilibraient ainsi sa gestion. D'autre part, la règle budgétaire de l'annualité des crédits s'opposait à la constitution d'un fonds de réserve et d'amortissement, ce qui rendait très difficile le renouvellement ou le perfectionnement de l'outillage. Enfin, les règles de la comptabilité publique s'opposaient à l'application de méthodes commerciales de vente (remises, publicité, etc...). On concluait aisément de ces inconvénients que l'avenir de cet établissement exigeait l'institution en sa faveur de l'autonomie financière.

De tels arguments n'étaient pas valables pour les manufactures de tapisseries. Le prix de revient presque prohibitif de leurs produits ne leur permettait aucun développement analogue et leur outillage, immuable, ne nécessitait qu'un entretien insignifiant.

Néanmoins, le mouvement d'opinion, administratif et parlementaire, renforcé par l'action personnelle de M. A-jalbert, devait entraîner la réforme.

Déjà, avant la Guerre, une commission interministérielle avait élaboré un projet tendant à l'autonomie.

Son Président, M. Paul Boncour, avait même, à ce sujet, prononcé un discours, le 28 novembre 1912, à la Chambre des Députés (5). Il s'écriait notamment :

Il s'agit de rendre à nos manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais, avec l'autonomie, la prospérité et la gloire qu'elles ont connues aux meilleures périodes de leur histoire et, par elles, par leur exemple, par leurs produits, de concourir à cette rénovation de l'art décoratif français qui, par une heureuse formule, intéresse autant notre prospérité industrielle que notre pres-

(5) *Journal officiel* du 29 novembre 1912, p. 2841 ; Chambre, première séance du 28 novembre 1912.

tige artistique... Or, par un heureux concours de circonstances, il se trouve justement que, dans tout le monde artiste, un irrésistible courant porte les esprits vers cette préoccupation décorative... partout on remarque cette tendance et ce retour à l'art décoratif.

Et l'orateur encourageait ainsi le ministre des Beaux-Arts :

Il faut y aller hardiment... Et vous aboutirez, parce que, plus que nulle part ailleurs, il est possible d'y témoigner que, si l'art n'est le partage d'aucun temps ni d'aucun régime, à certaines heures glorieuses et sous ses formes les plus hautes, il fut le privilège des cités libres et comme la fleur suprême des démocraties.

La Guerre empêcha de donner suite au projet qui avait été ainsi élaboré.

L'administration, cependant, avait trouvé un moyen d'intéresser la manufacture de Sèvres au développement de ses ventes. En 1912, elle avait mis en œuvre le procédé des fonds de concours.

Lorsque Sèvres recevait une commande, qu'elle ne pouvait exécuter sans supplément de crédits, elle demandait à son client un versement préalable de 65 % du prix ; cette somme était rattachée par décret aux crédits budgétaires, à titre de fonds de concours.

On accroissait ainsi les moyens de production en fonction des commandes. Mais l'obligation du paiement anticipé et la durée de la procédure de rattachement des fonds (trois mois environ) constituaient une pratique qui s'éloignait singulièrement des usages du commerce et était de nature à décourager les acheteurs éventuels.

Le procédé ne fut utilisé que pour la manufacture de Sèvres. A Beauvais, où il aurait fallu ajouter à ces délais

le temps considérable nécessité par l'exécution des commandes, il eût été impraticable.

Après la guerre, la commission interministérielle reprit ses travaux, et elle conclut à l'autonomie en ce qui concernait exclusivement la manufacture de Sèvres. Un projet de loi, conforme à ces conclusions, fut adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 28 décembre 1920.

Au sénat, la Commission des Finances se montra défavorable au projet qui avait pour effet de créer :

une organisation possédant le caractère d'une industrie d'Etat commercialisée, indépendante du Parlement et soustraite à son contrôle (6).

L'article 1^{er} de la loi du 3 août 1926, ayant donné au Gouvernement le pouvoir de réaliser, par décrets, les réformes susceptibles de procurer des économies, le projet fut repris et appliqué, non seulement à Sèvres, mais encore aux manufactures des Gobelins et de Beauvais, pour lesquelles il n'avait pas été élaboré.

II. — SON ÉCONOMIE.

La réglementation du régime de l'autonomie se trouve dans les textes suivants :

- 1^o décret du 1^{er} octobre 1926 (*J. O.* du 2 octobre 1926) ;
- 2^o décret pris en forme de règlement d'administration publique du 28 décembre 1926 (*J. O.* des 10-11 janvier 1926).

(6) Cité dans le rapport de la commission des offices du 12 février 1935, sur les manufactures nationales.

A. — *Principes.*

Il est intéressant de passer en revue les motifs invoqués par le Gouvernement pour justifier la réforme. Ils sont exposés dans le rapport au Président de la République qui précède les divers décrets du 1^{er} octobre 1926, portant réorganisation des services du Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.

En ce qui concerne les manufactures nationales rattachées à l'administration des Beaux-Arts... des économies peuvent être obtenues par un changement profond dans leur organisation.

Le régime actuel de ces établissements est le suivant :

Toutes les dépenses (personnel, matériel, construction et entretien des bâtiments, etc...) sont à la charge de l'Etat.

Les produits fabriqués sont de préférence affectés à la décoration des édifices publics (palais nationaux, ministères, ambassades) et aux cadeaux diplomatiques. L'excédent de la fabrication peut être vendu aux particuliers ; le produit en est versé au Trésor, qui n'en reçoit, d'ailleurs, que des ressources minimes.

Ce régime budgétaire, qui ne correspond plus aux demandes de la clientèle, a soulevé depuis longtemps au Parlement les protestations les plus justifiées.

Il impose de lourdes charges aux finances publiques, sans assurer à l'Etat des produits suffisants, et entrave le développement des établissements eux-mêmes.

Il est apparu, au cours de nombreuses enquêtes, que l'amélioration nécessaire pourrait être obtenue par l'attribution à nos manufactures de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Une commission fut nommée en 1912 ; ses travaux, interrompus par la guerre, eurent pour conséquence le vote par la Chambre des Députés... d'un projet de loi qui demeure en instance devant la commission des finances du Sénat.

.....

Dans l'esprit du législateur de 1920, l'expérience limitée provisoirement à la seule manufacture de Sèvres, devait s'étendre aux deux manufactures de tapisseries des Gobelins et de Beauvais, avec les modifications que commande le caractère spécial de ces deux établissements, leur production s'adressant à une clientèle restreinte.

Nous avons jugé le moment venu de réaliser cette importante réforme par l'attribution à chacune des trois manufactures d'une autonomie qui assurera, par paliers successifs, une économie de près de 5.000.000 de francs sur le budget des Beaux-Arts, soit :

2.500.000	pour la manufacture	de Sèvres ;
1.500.000	— —	des Gobelins ;
800.000	— —	de Beauvais.

.....

Il convient également de faire état des recettes à provenir des excédents d'exploitation, recettes qui, déduction faite du pourcentage attribué au personnel, reviendront à l'Etat, après constitution du fonds de roulement et de réserve.

Telles sont les raisons qui ont entraîné la réforme et qui tenaient au double souci de favoriser un essor industriel et commercial qui paraissait assuré et de réaliser aisément une économie pour le budget de l'Etat.

Il résultait du décret du 1^{er} octobre 1926, relatif à la manufacture de Beauvais, que cet organisme recevait, à compter du 1^{er} janvier 1927, la personnalité civile et l'autonomie financière. Il était dirigé, sous l'autorité du ministre, par un directeur assisté d'un conseil d'administration.

La manufacture recevait en dotation les approvisionnements de matières premières, les produits fabriqués et en cours de fabrication à la date précitée. Il lui était ainsi constitué une sorte de fonds de roulement en matières. De plus, une subvention lui était allouée et elle n'avait aucun loyer à payer pour les bâtiments et l'outillage mis à sa disposition. Il était prévu que ses excédents d'exploitation seraient versés à un fonds de roulement et de réserve jusqu'à concurrence de 3.000.000 de francs. Au delà, ils revenaient à l'Etat, après participation du personnel, selon un pourcentage fixé annuellement.

Un règlement d'administration publique devait déterminer l'organisation et le régime financier de la manufacture.

B. — Organisation administrative et régime financier.

Ce règlement intervint le 28 décembre 1926.

Au point de vue administratif, il précisait le statut et les attributions du directeur et déterminait la composition et les fonctions du conseil d'administration.

Le directeur était nommé par décret entre deux candidats présentés par le conseil d'administration et ne pouvait être relevé de ses fonctions qu'après avis de ce conseil. Il assurait l'exécution des décisions prises par le ministre ou le conseil et, d'une manière générale, le fonctionnement de la manufacture ; il représentait celle-ci en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Le conseil d'administration se composait de membres de droit et de membres nommés pour quatre ans par le ministre et renouvelables.

Les membres de droit étaient le directeur des beaux-arts, le directeur du budget et du contrôle financier au ministère des finances, le directeur de l'expansion commerciale et du crédit au ministère du commerce.

Les membres nommés comprenaient un membre du Conseil d'Etat, un membre de la Cour des Comptes, un inspecteur des Finances, deux industriels, cinq personnes étrangères à l'administration et particulièrement désignées par leurs travaux ou leurs connaissances spéciales (7).

(7) Un arrêté du 6 janv. 1927 a nommé en cette qualité MM. Tardit, conseiller d'Etat, de Marce, conseiller maître à la Cour des comptes,

Le conseil devait se réunir en principe quatre fois par an.

Il avait à délibérer sur les questions suivantes : le budget, les comptes du directeur et de l'agent comptable, les acquisitions, les aliénations, les échanges, les constructions et grosses réparations, les baux et locations d'immeubles, les marchés supérieurs à 10.000 francs, l'exercice des actions en justice, les emprunts, les offres de concours, l'organisation commerciale de la manufacture, le recrutement, les salaires, le régime disciplinaire des tapisseries, l'acceptation ou le refus des dons et legs et, enfin, le rapport annuel dressé par le directeur sur l'activité de la manufacture.

Le nouveau régime financier comportait la plus large autonomie.

Son budget et, ultérieurement, les modifications qu'il y avait lieu de lui apporter, étaient préparés par le directeur, soumis à la délibération du conseil d'administration et approuvés par décret.

Les recettes étaient divisées en recettes ordinaires et extraordinaires. Les premières se composaient du montant du prix de vente des produits, des revenus des biens et des fonds appartenant à la manufacture, de ceux des dons et legs et des subventions annuelles. Les secondes comprenaient le capital provenant de l'aliénation des biens, des dons et legs, des subventions accidentelles et des emprunts.

Courtray, inspecteur général des finances, Lainé et Mercier, industriels, Humblot, président de l'Union provinciale des arts décoratifs, Janneau, administrateur du mobilier national, Peycelon, ancien administrateur de la manufacture de Beauvais, Follot, président de la chambre syndicale des papiers peints, Groult, artiste décorateur.

La même division était appliquée aux dépenses. Les dépenses ordinaires comportaient les impositions et taxes légales, les traitements et salaires du personnel, les frais nécessités par l'entretien des bâtiments, les assurances, l'achat des modèles et des matières premières. Les dépenses extraordinaires comprenaient les dépenses accidentelles et temporaires.

Un budget additionnel était établi chaque année, dans le mois qui suivait la clôture de l'exercice précédent. Il reportait les restes à payer et à recouvrer de ce dernier ; il ouvrait les crédits pour les dépenses supplémentaires.

Les services financiers s'exécutaient par gestion et par exercice (article II). Le directeur était chargé de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses, ainsi que de l'établissement des titres de recettes. Il y avait un agent comptable, qui était justiciable de la Cour des comptes et vérifié par le trésorier général de l'Oise.

Les fonds libres étaient versés en compte courant au Trésor. L'emploi des fonds de réserve était fixé par le conseil d'administration.

Les comptes d'administration et de gestion devaient être soumis, avant le 1^{er} juillet de l'année suivante, à l'approbation du conseil d'administration. Les premiers étaient alors approuvés par le ministre avant le 1^{er} août et les seconds étaient transmis à la Cour des comptes.

Il était prévu que la comptabilité matières serait tenue par un agent désigné par le directeur, dans des conditions qui étaient à déterminer et qui ne l'ont jamais été.

En ce qui concerne la comptabilité, les prix de revient étaient établis par le directeur. Au 31 décembre de chaque année, il était procédé aux inventaires en unités et

valeur ; les produits fabriqués étaient comptés au prix de revient et les matières premières au prix d'achat. Un compte des profits et pertes donnait la situation de chaque exercice commercial. Le bilan, établi au 31 décembre, était présenté par le directeur au conseil d'administration et, après approbation de ce dernier, transmis aux ministres des finances et des beaux-arts. Il était appuyé par un état de correspondance des dépenses budgétaires et des dépenses portées au compte d'exploitation.

Enfin, aux termes de l'article 80 de la loi du 28 février 1933, modifiée par l'article 34 de la loi du 28 février 1934, les comptes d'administration et le bilan annuel devaient être soumis à l'approbation des Chambres, dans l'année qui suivait celle de la clôture de l'exercice.

Telle était la nouvelle organisation de la manufacture au double point de vue administratif et financier.

Ces réformes lui permettaient de s'orienter vers un développement commercial de son activité. Bénéficiant du produit des ventes qu'elle avait la possibilité de faire non seulement à l'Etat mais aux particuliers et aux diverses collectivités publiques, elle n'avait plus à connaître les servitudes du budget général. Elle avait, en outre, la faculté de recourir à la publicité ; la même liberté lui était laissée de régir ses intérêts selon les méthodes commerciales habituelles. Elle avait enfin toute latitude de diriger sa production artistique, son directeur passant les commandes de modèles, au moins jusqu'en 1932, sans aucun contrôle (8).

(8) En 1932, en effet, un décret du 24 novembre (*J. O.*, du 26 novembre 1932) a créé un comité artistique et technique, afin d'éviter que la manufacture ne développe ses profits commerciaux aux dépens de la qualité artistique de sa production. Ce comité comprenait des

Cette réglementation témoignait d'un esprit libéral. Cependant, on doit reconnaître qu'elle ne tenait aucun compte des réalités économiques qui grèvent si lourdement la fabrication de la tapisserie.

Il est vrai qu'en 1926 le redressement financier et le début d'une période de prospérité générale pouvaient faire espérer que cette catégorie de produits de luxe retrouverait sa clientèle. Par ailleurs, la présence, à la tête de la manufacture, d'une personnalité en renom était garante d'une production de qualité. Ainsi, l'octroi d'un régime d'autonomie, entraînant une large liberté d'initiative, devait permettre, semblait-il, tout en assurant la rénovation artistique du genre, de résoudre avantageusement le problème des débouchés.

Il est intéressant, pour la connaissance de l'esprit du temps, et notamment de celui dans lequel fut conçue la réforme, de constater que « la seule hypothèse qui n'était pas prévue était celle d'un déficit ».

III. — SES RÉSULTATS (9).

Le régime de la personnalité civile et de l'autonomie financière n'a donné, de 1927 à 1933, c'est-à-dire pendant la période où il a été en application, aucun des résultats qu'on en attendait.

On comptait sur un accroissement de la production et

membres de droit, qui étaient les présidents des conseils d'administration des Gobelins et de Beauvais, un inspecteur des monuments historiques, le conservateur du mobilier national, et des membres désignés en raison de leurs connaissances techniques ou artistiques.

(9) Les chiffres indiqués plus loin sont extraits du rapport de la commission des offices en date du 12 février 1935.

du chiffre des ventes, sur des bénéfices et, parallèlement, sur une économie pour l'Etat. Il faut reconnaître que ces prévisions ont été déçues.

Les chiffres de la production attestent une certaine diminution de l'activité de la manufacture. Si, en 1927, la fabrication totale et le rendement moyen de chaque ouvrier se sont élevés respectivement à 47 m. 66 et o m. 99, pour les années suivantes les chiffres s'établissent ainsi :

1928	44 ^m 79 et o ^m 90,
1929	42 ^m 36 et o ^m 86,
1930	44 ^m 39 et o ^m 85,
1931	36 ^m 11 et o ^m 69,
1932	45 ^m 81 et o ^m 93,
1933	38 ^m 81 et o ^m 81.

Pourtant, au cours de cette période, le directeur de la manufacture, M. Ajalbert, mit tout en œuvre pour améliorer le rendement commercial de l'établissement. Nous avons vu qu'il avait pris des mesures relatives au régime du travail et à l'aménagement des locaux. Sur ses propositions, un nouveau règlement intérieur était entré en vigueur le 25 avril 1925.

Il s'efforça également de choisir des modèles d'un dessin et d'un coloris simples donnant en tapisserie des motifs décoratifs réduits avec des « fonds » importants. Il parla même de lancer le tissu de tapisserie. Il mit en vente, à l'occasion d'expositions, de menus objets en tapisserie tels que des sacs à main.

Mais ces tentatives pour accroître la production n'eurent qu'un effet passager.

Il est significatif, à cet égard, de comparer les résultats indiqués plus haut et ceux qui ont été obtenus aux Gobe-

lins, où était appliqué un régime identique. Dans cette manufacture, les chiffres de production totale et de rendement individuel ont été les suivants :

1927	44 ^m et 1 ^m 16,
1928	41 ^m et 1 ^m 29,
1929	40 ^m et 1 ^m 36,
1930	41 ^m et 1 ^m 31,
1931	38 ^m et 1 ^m 57,
1932	41 ^m et 1 ^m 39,
1933	42 ^m et 1 ^m 59.

On constate ainsi en faveur des Gobelins un chiffre de production à peu près stable et une augmentation du rendement de chaque ouvrier.

On explique généralement cette différence par une simplification de la technique et, par exemple, par l'emploi de fonds plus gros et, dans certains cas, de fils de laine doubles, alors qu'à Beauvais la trame est plus serrée, le tissu plus fin. Pourtant, il est aussi reconnu que le métier de basse lisse utilisé à Beauvais est d'un maniement plus aisé que le métier de haute lisse en usage aux Gobelins.

La même singulière dissemblance se retrouve entre les deux ateliers quand on examine le prix de revient.

Ce prix s'établit, en moyenne, pour la tapisserie des Gobelins,

en 1927, à 22.438 fr. le mètre carré,	
en 1928, à 26.858 fr.	—
en 1929, à 26.353 fr.	—
en 1930, à 25.057 fr.	—
en 1931, à 21.943 fr.	—
en 1932, à 21.844 fr.	—
en 1933, à 18.470 fr.	—

A Beauvais, ce prix, pour la même période, est le suivant :

en 1927, 24.388 fr. le mètre carré,	
en 1928, 26.765 fr.	—
en 1929, 37.281 fr.	—
en 1930, 34.044 fr.	—
en 1931, 39.576 fr.	—
en 1932, 35.183 fr.	—
en 1933, 35.735 fr.	—

Le tableau des charges de l'Etat pour la manufacture de Beauvais démontre également leur accroissement considérable.

Avant 1927, ces charges représentent les dépenses de personnel et de matériel ordonnancées sur le budget des beaux-arts, déduction faite des ventes aux particuliers et du prix des réparations effectuées pour compte privé. Après 1927, ces charges consistent en subventions, achats et prix de réparations, déduction faite des impôts versés à l'Etat et des retenues pour pensions. En voici les chiffres, de 1920 à 1933 :

en 1920, 457.063 fr.	en 1927, 1.023.282 fr.
en 1921, 482.410 »	en 1928, 1.086.880 »
en 1922, 523.738 »	en 1929, 1.010.298 »
en 1923, 549.295 »	en 1930, 1.130.457 »
en 1924, 552.523 »	en 1931, 1.498.407 »
en 1925, 710.876 »	en 1932, 1.515.713 »
en 1926, 844.425 »	en 1933, 1.422.829 »

Sans doute ces chiffres sont-ils à interpréter avec attention. Jusqu'en 1926, le franc a subi, en effet, des variations importantes. Parallèlement, des ajustements de prix des matières premières se sont produits ainsi que des augmentations de traitements.

D'ailleurs, à partir de 1933, des économies sont réalisées par l'Etat et le montant de la subvention est réduit en 1934 à 1.031.359 francs, et en 1935 à 913.518 francs.

Ces économies, qui auraient pu être obtenues aussi aisément sous un régime budgétaire normal, ont été provoquées par une sérieuse réduction du personnel et la suppression d'un certain nombre d'emplois.

Inversement, les chiffres des ventes, de 1927 à 1934, marquent une régression à peu près constante.

La manufacture de Beauvais a vendu aux particuliers et aux collectivités publiques :

en 1927 pour	416.869 fr.
en 1928 pour	291.996 fr.
en 1929 pour	55.243 fr.
en 1930 pour	280.697 fr.
en 1931 pour	26.351 fr.
en 1932 pour	85.792 fr.
en 1933 pour	70.360 fr.
en 1934 pour	7.805 fr.

Pendant la même période, une seule commande a été passée par l'Etat. Il s'agit d'un mobilier dit « République » d'un prix de 300.000 francs, dont l'administration n'a jamais pris livraison (10).

Dans une certaine mesure ces chiffres ont marqué un progrès, puisque, de 1923 à 1926, les ventes n'avaient porté que sur une valeur de 19.000 francs.

Il convient néanmoins de noter, de 1927 à 1934, non seulement leur décroissance, mais encore la différence considérable qu'ils établissent avec les résultats escomptés au moment de la réforme.

Il est en outre nécessaire d'indiquer que ces chiffres n'auraient probablement pas été obtenus si, d'une part,

(10) Ce mobilier était destiné au conseil des ministres. Il a donné lieu à d'assez vives polémiques. Il se trouve, actuellement, dans une galerie d'exposition de la manufacture de Beauvais.

on n'avait cherché à produire de petits objets d'un prix modeste et d'une faible valeur artistique, et si, d'autre part, on n'était allé jusqu'à vendre au-dessous du prix de revient (11).

Evidemment, ce dernier procédé était directement inspiré de l'ancien régime, et les mêmes raisons qui y poussaient les entrepreneurs de jadis ont été mises en avant pour le justifier. On a soutenu que le prix de revient était trop élevé pour permettre de vendre avec bénéfice et qu'il valait mieux accepter un prix de vente raisonnable que de ne pas vendre du tout.

Cependant, cette pratique conduisait à ce paradoxe que l'Etat, qui finançait l'entreprise, était obligé d'acheter à un tarif calculé d'après le prix de revient augmenté du bénéfice net, alors qu'un simple particulier pouvait acquérir le même objet à un prix très inférieur.

Au surplus, rien n'obligeait à vendre à n'importe quel prix. Il s'agissait, en réalité, de déterminer exactement les possibilités d'existence d'un établissement conçu sur des bases nouvelles. Les promoteurs de l'autonomie avaient estimé que la manufacture devait vivre par ses propres moyens, à la faveur d'une rénovation artistique et d'une certaine indépendance économique. C'était une expérience. Pour répondre au souci qui l'avait inspirée et qui tenait à l'intérêt général, il convenait d'y procéder de la manière la plus objective.

(11) Ainsi, un mobilier « les Libellules », dont le prix de revient était de 456.000 fr., a été vendu 342.000; un autre, d'après Aimon, qui avait coûté 285.000 fr., a été cédé à 78.400; des panneaux de Steinheil Petit l'ont été à 65.000 fr., alors qu'ils valaient 280.000; enfin, une tenture d'après Anquetin *La Victoire*, qui revenait à 800.000 fr., a été vendue 300.000.

Vendre au rabais était contraire à l'esprit libéral de la réforme et pouvait contribuer au discrédit qui atteint parfois la gestion des offices.

Fabriquer, en recherchant, pour une partie de la production, le rendement commercial plus que la qualité, risquait de desservir le renom de la tapisserie de Beauvais.

D'ailleurs, ces efforts se sont révélés inefficaces lorsque la crise est venue. A partir de 1934, la clientèle a fait à peu près complètement défaut,

La conséquence de cet échec a été que la manufacture a tissé des tapisseries sans destination préalablement fixée et les a gardées. Au 31 décembre 1933, les inventaires font ressortir, pour la fabrication depuis le 1^{er} janvier 1927, un total de 7.346.000 francs de tapisseries invendues. Comme la qualité artistique de cette production n'a pas été consacrée par le temps, ces stocks se sont dépréciés.

En résumé, de 1927 à 1934, la manufacture a vendu aux particuliers et aux collectivités publiques autres que l'Etat pour 1.235.113 francs, alors qu'elle a reçu pendant la même période près de 10.000.000 de francs de subventions. Ce résultat est très loin du projet initial qui prévoyait, au bout de quelques années, une économie, sur le budget général des dépenses, de 800.000 francs par an.

Il était inévitable, dans ces conditions, de modifier un régime qui n'avait réussi ni à rénover le « bouquet de Beauvais » ni à recruter une clientèle, et de trouver pour la manufacture un nouvel aménagement.

Ce fut la commission des offices qui s'en chargea.

CHAPITRE IV

LE RÉGIME ACTUEL

« Il me reste encore à vous représenter, Monseigneur, qu'après avoir manié et retourné cette manufacture de toutes façons, je connais qu'elle ne peut se soutenir par son propre commerce. C'est une nature de commerce séparée du général qui ne saurait se maintenir que par des secours extraordinaires... »

(Lettre de Mérou au Contrôleur général des finances, en date du 5 octobre 1732.)

Le régime actuel.

I. — LA COMMISSION DES OFFICES.

Déjà, la commission des finances de la Chambre des Députés avait marqué sa déception de semblables résultats. Dans le rapport sur le budget des beaux-arts, pour l'exercice 1933, on trouve le commentaire suivant :

En réalité, par l'autonomie financière, le contrôle des pouvoirs publics est devenu plus difficile, sans aucune contre-partie, puisque le rendement est resté le même... La réforme de 1926 n'aura été qu'un mirage... Il est juste que le régime trompeur de l'autonomie soit purement et simplement supprimé et que l'on en revienne au régime antérieur à 1927.

Cette opinion devait être confirmée par les conclusions de la commission dite des offices, instituée par l'article 78 de la loi de finances du 28 février 1933 (1). Le rôle de cette commission était d'étudier les statuts et les comptes des

(1) Le premier paragraphe de cet article est ainsi conçu :

« Une commission, placée sous l'autorité du Président du conseil
« et composée d'un représentant de chacune des commissions des fi-
« nances et de chacune des commissions des comptes définitifs de la
« Chambre et du Sénat, de deux représentants de la commission supé-
« rieure des économies, d'un représentant de la Cour des comptes
« et de deux représentants du ministre du budget, examinera, dans le
« délai de trois mois à dater de la présente loi, les statuts et les comp-
« tes des divers offices autonomes dépendant de l'Etat, soit pour les
« incorporer dans les services normaux des ministères, soit pour appor-
« ter à leur organisation et à leur gestion toutes les modifications suggé-
« rées par l'expérience et imposées par les nécessités d'économies et le
« souci de clarté. La commission examinera d'autre part dans quelles
« conditions et sous quelles formes les budgets des offices seront sou-
« mis à l'approbation des Chambres. »

divers offices et de proposer toutes réformes de nature à procurer des économies et à améliorer leur gestion.

En la créant, le Parlement avait voulu réagir contre l'existence, en dehors du budget général, du contrôle parlementaire et parfois même de celui du ministre des finances, d'un nombre de plus en plus grand d'organismes auxquels l'autonomie financière avait été accordée. Il s'était manifesté, en effet, pendant quelques années, un véritable engouement pour ce système, qui devait, semblait-il, permettre une organisation plus souple des services, intéresser davantage les usagers à la gestion, attirer les libéralités, etc...

Quelles que soient les raisons invoquées en ce sens, l'abus de cette politique risquait d'aboutir à un véritable démembrement du budget général de l'Etat. L'insuffisance, d'autre part, du contrôle financier était d'autant plus dangereuse que les offices constituaient des exceptions aux principes de notre comptabilité publique. Enfin, l'absence de toute documentation, de toute publicité sur leurs opérations et leurs résultats pouvait favoriser les dépenses excessives et les erreurs de gestion.

Tant que la situation financière demeura prospère, les critiques isolées auxquelles donnaient lieu les offices n'avaient pas ému l'opinion. Il fallut, pour cela, la réapparition des difficultés de trésorerie et du déficit budgétaire. Le Parlement se préoccupa de l'incidence que pouvaient avoir sur ces problèmes les charges résultant pour l'Etat du fonctionnement des offices. Il y eut une intervention de M. Caillaux au Sénat le 30 juin 1930, une proposition de loi de M. E. Lafont le 30 juin 1931 et, enfin, une autre de M. de Lasteyrie le 27 décembre 1932, qui aboutit à l'article 78 de la loi du 28 février 1933.

En examinant sa compétence, la commission a rangé la manufacture de Beauvais dans la catégorie des offices dont elle avait à étudier la réforme.

Elle donne d'intéressantes précisions sur le sens du terme « office » (2).

Elle signale qu'il a été utilisé quelques années avant la guerre pour désigner certains établissements, auxquels l'autonomie de gestion et la personnalité morale avaient été accordées, et elle cite l'office national du tourisme créé en 1910. Mais ce critère n'est pas déterminant, car d'autres services ont été ainsi nommés qui n'étaient nullement autonomes.

En tout cas, l'office se distingue de l'établissement public. Ce dernier est une institution d'ancienne origine, répondant à une formule administrative type et se répétant généralement à plusieurs exemplaires, assujettie aux règles normales du droit administratif et de la comptabilité publique.

Au contraire, des formules nouvelles ont été appliquées à la gestion de services d'un type particulier, répondant chacun à un objet propre, nés au fur et à mesure de l'extension des attributions de l'Etat. Il était ainsi nécessaire pour les entreprises de nature industrielle ou commerciale de s'inspirer des méthodes en vigueur dans les entreprises privées.

Mais là encore, on ne trouve pas de critère précis. Certains établissements, en effet, répondant à cette conception n'ont pas reçu le nom d'offices.

En réalité, la commission a estimé qu'il n'y avait que

(2) Rapport général présenté par la commission des offices, *Journal Officiel*, annexes 1936, p. 437.

deux catégories de services de l'Etat : d'une part, les services rattachés au budget général et les budgets annexes ; d'autre part, les établissements nationaux autonomes fonctionnant en dehors du budget de l'Etat.

Dans ces conditions, la commission, s'inspirant des intentions du législateur, a décidé qu'il fallait entendre par office tout établissement autonome au point de vue financier, et a examiné la situation de ceux qui rentraient dans cette définition.

Elle a fourni, au sujet de chacun d'eux, un rapport très complet. Celui qu'elle a consacré aux manufactures de Beauvais, des Gobelins et de Sèvres porte la date du 12 février 1935 (3).

Dans ce document, la commission passe en revue les résultats de l'application du régime de 1926 aux manufactures. Elle constate que, pour Beauvais notamment, la réforme n'a pas donné les résultats attendus. Les charges de l'Etat se sont accrues ; la production ne s'est pas développée ; le prix de revient a marqué une hausse constante ; le chiffre des ventes, brusquement augmenté en 1927, n'a cessé de baisser pour arriver, en 1934, à être négligeable. Elle souligne l'usage des procédés, signalés dans le chapitre précédent, dont la persistance aurait été de nature à affecter la réputation de l'établissement.

En conséquence, la commission préconise une série de réformes, dont la principale comporte la suppression de l'autonomie. Ses propositions ont trait en outre à la fusion des deux manufactures des Gobelins et de Beauvais, à la réduction de la production, à une certaine réorganisation

(3) Nous exprimons notre vive gratitude à M. Janneau, directeur du mobilier national et des manufactures, qui a bien voulu nous communiquer ce rapport.

intérieure, enfin au rattachement des manufactures à l'administration du mobilier national.

On pouvait craindre, après les résultats de l'expérience de 1927 à 1934, que la manufacture de Beauvais n'y survivrait pas. Elle risquait alors d'apparaître comme une entreprise d'un autre âge, devenue inutile et onéreuse. Ce ne fut pas, heureusement, l'avis de la commission qui estima que l'atelier de Beauvais ne devait pas être supprimé purement et simplement, comme il en avait été sans doute question. Seulement, dans l'intérêt des finances de l'Etat, elle juge qu'il serait opportun de ne pas maintenir les manufactures des Gobelins et de Beauvais en deux endroits différents, avec la double charge de frais généraux qui en résulte (4). Elle demande le transfert de la seconde auprès de la première et elle énumère les avantages que présenterait cette réforme. Un tel aménagement ne nécessiterait pas de nouvelles constructions ; il aurait pour effet de placer côte à côte les artistes des deux établissements, de susciter leur émulation et de leur permettre le voisinage du musée de la tapisserie et du mobilier national, ce qui serait d'une heureuse influence sur la qualité artistique de la production.

Les économies entraînées par ce transfert seraient de l'ordre de 150.000 francs environ pour le personnel et le matériel. Sans doute il faudrait tenir compte de l'accrois-

(4) En 1903, M. Symian, rapporteur du budget des manufactures, écrivait :

« Je me borne à signaler l'intérêt qu'il y aurait à réunir sous une même direction la manufacture des Gobelins et celle de Beauvais. Il pourrait y avoir là une économie sensible de frais généraux... Cette réunion serait une simplification administrative puisqu'elle entraînerait une suppression d'emplois. » (Cité par M. Ajalbert dans *Beauvais basse-lisse*, p. 274).

sement de dépenses résultant d'indemnités de résidence plus fortes ; mais une recette nouvelle serait procurée par le logement dans les locaux vacants de la manufacture des services financiers du département de l'Oise. Aux objections de la ville de Beauvais, faisant valoir le préjudice qu'elle subirait ainsi au point de vue du tourisme et de l'industrie locale, la commission répond que des meubles et des tentures provenant de la manufacture pourraient être installés dans les salles du musée de la ville et compenser de cette façon la disparition des ateliers.

Après avoir indiqué qu'elle ne propose pas la suppression de la manufacture, elle énonce brièvement le programme qui doit, d'après elle, régir la production.

Il importe que cette production conserve ses traditions d'art, qu'elle soit avant tout une production de qualité. Il faut, ensuite, éviter de tisser des tapisseries sans destination préalablement fixée. L'Etat étant le seul en fait à pouvoir les utiliser, soit pour ses résidences, ses ambassades, ses ministères, soit pour des cadeaux diplomatiques, leur fabrication doit être limitée à ces besoins.

Il convient, à cet égard, de remarquer que ces besoins sont bien moins grands aujourd'hui qu'autrefois. Le régime n'a pas les goûts somptuaires de ceux qui l'ont précédé, et les stocks de tapisseries sont considérables. Enfin, il existe une tendance décorative, dont on est obligé de tenir compte, qui pousse à la simplicité.

Pour ces diverses raisons, une réduction de la production est parfaitement justifiée. Elle allégera les charges de l'Etat par la diminution du nombre des artistes tapisseries. Il sera possible, par contre, de maintenir les crédits nécessaires pour les matières premières et les modèles, condition essentielle de la qualité des produits.

Développant ce programme, la commission propose en outre de réorganiser le statut du personnel de la manufacture. Elle suggère que l'avancement se fasse au choix et non plus à l'ancienneté. Et même, allant plus loin, elle indique que les tapissiers, au lieu d'être des fonctionnaires, devraient recevoir de simples commissions temporaires (5 ans au maximum). Ils bénéficieraient, dans ce cas, d'un système de retraites par affiliation à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

La commission préconise enfin un remaniement de l'administration du mobilier national.

Ce service a dans ses attributions l'ameublement et la décoration des résidences officielles, assemblées parlementaires, ministères, ambassades, etc..., le contrôle et la restauration des meubles, l'entretien des tapisseries qui s'y trouvent déposées. Il est donc particulièrement qualifié pour établir un programme rationnel de la production de la manufacture déterminé par des besoins précis. D'après le rapport du 12 février 1935 :

Cette réunion en un service et sous une direction unique des organismes de production et de l'administration chargée de l'emploi des produits, permettrait seule de rétablir de l'ordre et de la méthode dans le programme des travaux, d'orienter la production dans le sens le meilleur pour son utilisation pratique, et d'en déterminer le rythme en fonction des besoins.

Elle permettrait, en outre, de grouper les divers ateliers de réparations de tapisseries et de choisir d'une manière plus sûre les « bois » qui doivent recevoir les tapisseries de sièges.

Mais cette réforme, de caractère « totalitaire », ne confère pas seulement au mobilier national un rôle administratif et économique. Elle le met implicitement en mesure

d'être un organisme de conservation et de création d'art.

Par ce double aspect, elle constitue un retour à la conception d'un art dirigé, qui avait autrefois inspiré la fondation par Colbert de la manufacture royale des meubles de la Couronne.

A côté de ces avantages, elle présente cependant un risque. Toute l'orientation de l'art décoratif officiel dépend de l'initiative d'un seul. Le choix d'une personnalité capable d'assumer une charge aussi délicate s'avère, dans de telles conditions, très difficile. D'autre part, si des erreurs sont commises, leurs effets ne peuvent manquer d'être considérables et leur redressement malaisé.

Après avoir énuméré les réformes qu'elle estime nécessaires, la commission conclut à la suppression du régime de l'autonomie. Elle souligne que la création de ce régime a été décidée sans raison valable. Le prix de revient de la tapisserie ne permet pas aux manufactures de faire du commerce ; l'Etat reste l'unique client possible. D'autre part, puisque les dépenses de l'entreprise ne varient guère, que le personnel est stable et l'outillage immuable, il n'existe aucun inconvénient à assujettir l'établissement au régime budgétaire.

En terminant, la commission des offices rappelle les principes qui ont inspiré ses propositions et qui sont essentiellement de maintenir la tradition d'une production de qualité et d'adapter cette production aux besoins de l'Etat. Elle cite, enfin, les paroles que prononçait Paré, ministre de la Convention :

Fabriquez, dira-t-on, des tapisseries dont le prix diminue par le rétrécissement des dimensions, par l'économie dans le choix des sujets, dans la richesse d'exécution, et auquel les maisons et les fortunes ordinaires puissent atteindre ; faites, dira-t-on encore, des

porcelaines moins parfaites, moins riches en ornements... ce serait substituer les tapisseries d'Aubusson aux tapisseries des Gobelins et convertir la manufacture de porcelaine de Sèvres en une manufacture de faïences... Je pense qu'il faut que les manufactures restent ce qu'elles sont ; mais en diminuer, s'il est nécessaire, les fabrications, ou, du moins, les proportionner aux diverses commandes qui pourraient en être faites ou au débit qu'on aura lieu d'en attendre.

Les conclusions de la commission n'ont pas été intégralement adoptées. Mais deux des principales réformes qu'elle avait proposées ont été réalisées : la suppression du régime de la personnalité civile et de l'autonomie financière pour les manufactures de tapisseries et la réorganisation de l'administration du mobilier national.

II. — RATTACHEMENT DE LA MANUFACTURE AU MOBILIER NATIONAL.

Le Gouvernement n'avait pas attendu le rapport de la commission des offices pour appliquer certaines réformes.

M. Ajalbert ayant été mis à la retraite, le décret du 11 janvier 1934 (5) supprimait le poste de directeur de la manufacture de Beauvais. Par le même texte, le mobilier national était chargé de l'administration de cet établissement.

Quelques mois après, le décret du 30 juin 1934 (6) réduisait sensiblement le nombre des tapissiers. Il supprimait : 2 sous-chefs d'ateliers, 5 artistes tapissiers, 1 élève à l'essai, 1 employé au magasin, 1 homme de service, 1 couseuse, 7 couseuses auxiliaires, en tout 18 emplois.

(5) *J. O.* du 17 janvier 1934.

(6) *J. O.* du 1^{er} juillet 1934.

Le 16 janvier 1935 (7), M. Janneau, administrateur du mobilier national, était chargé provisoirement des fonctions de directeur de la manufacture.

Enfin, le régime institué en 1926 était aboli par le décret du 22 septembre 1935 (8).

On lit, dans le rapport au Président de la République qui précède ce texte :

La commission instituée par l'article 78 de la loi du 28 février 1933, en vue d'examiner les statuts et les comptes des divers offices autonomes de l'Etat, a adopté, dans sa séance du 12 février 1935, des conclusions relatives aux manufactures nationales de Beauvais et des Gobelins.

Elle a, en premier lieu, décidé de perpétuer les traditions d'art représentées par nos manufactures nationales, afin qu'elles servent par leur exemple d'écoles et de guides à l'industrie française de la tapisserie.

Mais elle a conclu à une réorganisation administrative profonde de ces deux établissements, notamment en demandant que soit supprimé le régime de personnalité civile et d'autonomie financière institué par les décrets-lois du 1^{er} octobre 1926.

Ce régime, en effet, avait été conféré, il y a huit ans, aux établissements en question, dans le but de leur permettre de réaliser un accroissement notable de leurs ressources. Or, l'événement n'a pas confirmé ces prévisions et il est pourvu aux dépenses des deux manufactures presque uniquement au moyen d'une subvention du budget général.

Le maintien du régime d'autonomie financière de ces organismes ne nous paraissant plus, dès lors, justifié, nous avons pensé que le Gouvernement ne devait pas tarder plus longtemps à faire bénéficier l'Etat des économies que le rattachement des deux manufactures rendra possibles.

Le décret, en conséquence de ces prémices, édicte que :
sont supprimés, à compter du 1^{er} janvier 1936, en tant qu'établis-

(7) *J. O.* des 21-22 janvier 1935.

(8) *J. O.* du 27 septembre 1935.

sements dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière, les établissements ci-après : manufacture de Beauvais ; manufacture des Gobelins.

A la suite de ce décret fondamental, deux autres décrets intervinrent qui, successivement, rattachaient la manufacture de Beauvais d'abord au ministère de l'Education nationale, section des beaux-arts, puis à l'administration du mobilier national.

Le premier, du 24 mars 1936 (9), édicte les modalités de rattachement suivantes : les comptes de l'agent comptable seront définitivement arrêtés au 31 mai 1936 ; à ce moment-là, le numéraire en caisse et les fonds détenus par la manufacture doivent être versés au budget général et imputés au compte « recettes accidentelles à différents titres ». Il décide que les autres biens, meubles et objets divers ayant appartenu aux manufactures seront dévolus au ministère de l'Education Nationale, et substitue l'Etat, à partir du 1^{er} janvier 1936, à la manufacture, pour l'exercice des droits et obligations de cet établissement.

Le deuxième décret, du 11 février 1937 (10), est ainsi conçu :

Article 1^{er}. — A dater du 1^{er} janvier 1937, les services de la manufacture nationale des Gobelins et ceux de la manufacture nationale de Beauvais sont rattachés à l'administration du mobilier national.

Article 2. — L'administrateur du mobilier national est chargé de la direction des services de la manufacture nationale des Gobelins et de la manufacture nationale de Beauvais.

(9) *J. O.* des 30-31 mars 1936.

(10) *J. O.* du 20 février 1937.

III. — ORGANISATION ACTUELLE.

L'organisation actuelle de la manufacture nationale de Beauvais est régie par le décret du 1^{er} novembre 1938 (11),

La manufacture fait aujourd'hui partie d'un service dépendant de la direction générale des beaux-arts et qui s'appelle « l'administration du mobilier national et des manufactures nationales de tapisseries ».

Ce service est chargé :

1^o de l'ameublement des palais nationaux et établissements annexes, inscrits à la charge du budget des beaux-arts ; du contrôle et de l'inspection des objets mis en service dans lesdits palais ; du contrôle et de l'inspection du mobilier appartenant à l'Etat dans les théâtres subventionnés ; de l'entretien de collections conservées dans ses propres dépôts ;

2^o de l'ameublement des assemblées nationales...

3^o de l'ameublement des hôtels ministériels, services et administrations publics...

4^o de l'ameublement des hôtels diplomatiques à l'étranger...

5^o de l'établissement et de la vérification de l'inventaire général des objets d'art et d'histoire appartenant à la Nation, en service ou en dépôt dans les établissements administratifs autres que les musées ;

6^o du contrôle, de l'inspection technique et des travaux de conservation et de restauration des objets anciens en service ou en dépôt dans les ministères....

(11) *J. O.* du 19 novembre 1938.

7° de la vérification des propositions de réforme de matériel hors d'usage...

En outre, il peut être appelé à collaborer aux cérémonies officielles.

Il comporte un service administratif, un service intérieur, un service des travaux d'ameublement, une manufacture de haute lisse (les Gobelins), une manufacture de basse lisse (Beauvais), un service du mobilier national d'Alsace-Lorraine.

Il est placé sous la direction d'un administrateur, choisi de préférence parmi les fonctionnaires suivants comptant au moins dix ans d'ancienneté de services administratifs : administrateur adjoint du mobilier national, chefs de bureau de la direction générale des beaux-arts, directeurs d'établissements techniques relevant du ministère de l'Education nationale.

L'administrateur fait toutes propositions relatives au personnel et au matériel, dans les conditions stipulées par la loi de finances ; il engage sous sa responsabilité les dépenses pour salaires d'agents, d'ouvriers et ouvrières à la journée, pour indemnités de déplacement, pour frais de régie, pour achats d'ouvrages de bibliothèque et, d'une manière générale, pour l'entretien et l'activité intérieurs de l'établissement. Toutes les commandes doivent être revêtues de sa signature. Il rend compte au ministre, dès leur achèvement, de toutes les opérations effectuées et lui présente en même temps toutes les pièces nécessaires à leur régularisation.

Parmi les services placés sous les ordres de l'administrateur se trouve donc la manufacture de Beauvais, dont il convient d'étudier l'organisation au double point de vue du personnel et de la production.

A. — *Personnel.*

Déjà un décret du 28 mai 1937 (12) avait fixé la composition de la manufacture. Le personnel titulaire comprenait un chef d'atelier, un sous-chef d'atelier, trente-cinq artistes tapissiers, deux élèves tapissiers, un employé au magasin, trois ouvrières couseuses, un concierge, un homme de service. Deux élèves à l'essai et un homme de service formaient le personnel auxiliaire.

Le nouveau texte reprend la même énumération. Il remplace seulement les élèves à l'essai par deux apprentis tapissiers et supprime l'homme de service auxiliaire.

Le chef d'atelier, secondé par le sous-chef, a la direction générale de tous les services techniques et distribue les travaux dont il dirige l'exécution ; il assure la police et la bonne marche des ateliers. Il tient un agenda où sont consignées les observations que provoque le fonctionnement des ateliers (13). Il expertise les matières premières et vérifie les teintures. Il se tient constamment en rapport avec l'administrateur sur ce qui a trait à l'exécution des modèles. Chaque année, il formule ses propositions pour l'avancement et pour les primes et récompenses honorifiques.

Le sous-chef est particulièrement chargé de la surveillance des ateliers et du travail des tapissiers qu'il aide ou conseille.

Les couseuses ont à mettre en état les pièces qui sortent du métier (rentraiture) et assurent la confection et l'entretien des rideaux, tapis, étoffes de la manufacture.

(12) *J. O.* du 30 mai 1937.

(13) Règlement général et intérieur de la manufacture du 25 avril 1925.

L'employé au magasin reçoit les travaux achevés, les matières premières et fournitures, dont il assure la gestion. Il est également préposé au réassortiment des ateliers. Il est enfin chargé du service intérieur : consignes, courrier, etc...

Le statut du personnel est le suivant :

Recrutement : Les élèves tapissiers sont admis à la suite d'un concours comportant l'exécution d'un dessin d'après la nature vivante (figure ou animal) et une épreuve d'interprétation de la figure d'après un maître ancien.

Les candidats au stage doivent être âgés de 14 ans au moins et de 16 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours, être pourvus du certificat d'études primaires, produire un certificat médical attestant leur bonne constitution physique et précisant qu'ils ne sont atteints d'aucun défaut de la vue, de daltonisme notamment.

Ces élèves servent au recrutement des apprentis tapissiers, lorsqu'ils ont deux ans au moins de présence et après un concours qui comprend l'exécution d'un fragment de tapisserie d'après les modèles d'une figure nue ou d'un animal ou d'un bouquet de fleurs.

En outre, des artisans lissiers, formés dans l'industrie privée, peuvent, s'il y a lieu, et sur proposition de l'administration, être admis à concourir avec les élèves tapissiers pour l'emploi d'apprenti tapissier.

Les artistes tapissiers sont choisis parmi les apprentis tapissiers. Le sous-chef est pris parmi les artistes tapissiers ayant au moins dix ans d'ancienneté. Le chef d'atelier enfin est choisi entre le sous-chef et les artistes tapissiers ayant au moins quinze ans d'ancienneté.

Avancement ; il existe un tableau annuel, commun au

mobilier national et aux deux manufactures. L'avancement est donné à l'ancienneté ; il a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure ; il est nécessaire d'avoir accompli deux ans de services effectifs dans une classe pour pouvoir accéder à la classe supérieure. Toute nomination à un emploi ou à un grade se fait à la dernière classe de cet emploi ou de ce grade.

Retraite : Les membres du personnel de la manufacture sont admis à faire valoir leur droits à la retraite lorsqu'ils atteignent l'âge de soixante ans. Ils bénéficient du même régime de pensions que les fonctionnaires de l'Etat.

Discipline : Leur statut disciplinaire est régi par l'article 43 du décret du 1^{er} novembre 1938 qui est ainsi conçu :

Toute infraction aux prescriptions du présent règlement et, d'une manière générale, aux devoirs des fonctionnaires, peut entraîner les sanctions disciplinaires prévues par l'arrêté ministériel du 6 novembre 1930 qui devient applicable à chacun des établissements constituant la nouvelle administration du mobilier national et des manufactures des Gobelins et de Beauvais.

Traitements : Enfin, les traitements du personnel sont fixés par le décret du 11 février 1939, et s'échelonnent de 3.000 fr. pour un élève tapissier à 33.000 fr. pour le chef d'atelier (14).

B. — *Production.*

Les principaux éléments de la production, qu'il y a lieu d'examiner brièvement, sont les modèles, les matières premières, les métiers et le régime du travail.

(14) J. O. du 14 février 1939.

Modèles : C'est à l'administrateur du mobilier national qu'il appartient d'évaluer les besoins de l'Etat en tapisseries et de fixer le nombre et le genre des pièces à exécuter. En fonction de ces besoins, il commande ou choisit les modèles qui seront adressés à la manufacture de Beauvais pour être reproduits en tapisserie. La plus entière liberté lui est laissée à cet égard. A lui de déterminer, en toute indépendance, le sujet qui convient et de recourir ensuite au peintre le plus capable de traiter ce sujet. Lorsqu'il s'agit d'une production moderne, ce rôle est de premier plan ; en effet, il engage la réputation de la manufacture et contribue d'une manière certaine à l'évolution de l'art décoratif.

Matières premières : Le chef d'atelier a la charge de prévoir les besoins de la manufacture et d'assurer en temps utile son approvisionnement en vue des modèles à exécuter. Il transmet ses demandes à l'administration du mobilier national. Il a la possibilité, en cas d'urgence, de s'adresser directement à l'industrie privée.

Métiers : Ils sont restés ce qu'ils étaient jadis. Depuis le xix^e siècle, les ateliers de la manufacture de Beauvais ne renferment plus que des métiers de basse lisse. Ces métiers, qui ont été perfectionnés par Vaucanson, sont montés sur fer pour les ouvrages de petite dimension et sur bois pour les pièces importantes.

Le bâti comporte deux rouleaux entre lesquels l'ouvrier tend les fils qui forment la chaîne, presque horizontale. Celle-ci est divisée en fils pairs et impairs ; chacun d'eux est relié à une pédale ou « marche » par des cordelettes appelées « lisses » ; en appuyant sur l'une de ces pédales, on abaisse une moitié de la chaîne ; le tapissier travaille

alors sur l'autre, passe sa navette ou « flûte », noue la laine, la tasse avec un peigne d'ivoire, se livre aux mêmes opérations sur l'autre partie de la chaîne. De cette façon, les fils entrecroisés forment un véritable tissu.

Le modèle est placé derrière le tapissier, en pleine lumière. Ce dernier travaille à l'envers et vérifie son travail à l'aide d'une glace passée sous la chaîne. Il suit le dessin d'un calque inversé du modèle qui se trouve sous cette chaîne. Tous les trois mois environ, on retourne les métiers afin d'examiner l'ouvrage à l'endroit et de le faire rectifier, s'il y a lieu.

Jusqu'à présent, en attendant la mise en œuvre de la réforme dont il sera question plus loin, l'artiste dispose d'un nombre considérable de couleurs, soit : 745 gammes de 25 tons chacune pour les laines et 500 gammes de 20 tons chacune pour les soies.

Il faut enfin noter qu'une tapisserie enlevée du métier n'est pas encore finie. On l'envoie à l'atelier de rentrature, où des couseuses reprennent les fils à l'aiguille et les attachent.

Durée du travail : Les conditions du travail, qui exige la lumière du jour, obligent à une certaine diversité, suivant la saison, de la durée du travail.

En exécution de la loi du 21 juin 1936, la semaine de quarante heures est appliquée, mais avec un horaire particulier. Du 1^{er} avril au 30 septembre, les tapissiers travaillent de 7 heures 30 à midi et de 13 heures 30 à 17 heures ; du 1^{er} octobre au 31 mars, ils travaillent de 8 heures à midi et de 13 heures 30 à 16 heures. Le samedi, la sortie des ateliers a lieu à 11 heures 30 (15).

(15) Ce régime va être incessamment modifié de manière à appliquer la semaine de 45 heures. Il sera probablement établi ainsi :

Il convient, en terminant, de préciser ce que représente en chiffres l'activité de la manufacture.

Pour l'année 1938, prise à titre d'exemple, la manufacture a acheté 99 kilos de laines et 24 kilos 400 de soies.

Sa production a été exactement de 27 m², 11, 19.

Si l'on considère que le budget de l'établissement s'élève à 1.200.000 francs, on constate que le mètre de tapisserie de Beauvais revient au prix de 44.297 francs.

Par ailleurs, le nombre des artistes étant de 35, le rendement individuel moyen s'établit à 0 m² 77 46 (16).

Ces chiffres se passent de commentaires.

Il reste à déterminer les raisons pour lesquelles cette industrie a cessé d'être ce qu'elle était et, si l'on admet encore son droit à l'existence, en quoi consistent les perspectives d'une situation qui peut apparaître, au premier abord, sans issue.

1^{er} mars-31 octobre : 7 h.-12 h. et 13 h. 30-17 h.

1^{er} novembre-28 février : 8 h.-12 h. et 13 h. 30-16 h.

Au mois de février, sortie à 16 h. 30 ; semaine anglaise du 1^{er} mars au 31 octobre. Il est ainsi prévu un total annuel de 2.337 heures au lieu de 1.920.

(16) Nous devons les renseignements d'ordre technique et statistique de cette partie à M. Frémont, chef des ateliers de la manufacture, auquel nous exprimons ici nos sincères remerciements.

CHAPITRE V

DÉCLIN ET PERSPECTIVES

« Je veux faire du neuf et
non acheter du vieux. »

NAPOLÉON.

Déclin et perspectives.

Après avoir été concédée à un entrepreneur bénéficiant de privilèges de la part du pouvoir royal, la manufacture de tapisseries de Beauvais a été régie par l'Etat à partir de 1795. Récemment, au cours d'une brève période, certaines réformes lui ont été appliquées dans un esprit libéral, réalisant l'autonomie de sa gestion. Elle est devenue aujourd'hui un service public, intégré dans un organisme centralisé dépendant du ministère de l'Education nationale et des beaux-arts.

L'étude de son histoire conduit aux constatations suivantes :

Sous l'ancien régime, la manufacture n'a connu une certaine prospérité qu'à deux époques : à la fin du xvii^e siècle et pendant les cinquante années qui ont précédé la Révolution.

Au cours de cette dernière période, notamment, elle a bénéficié de la vogue générale ; d'importantes commandes lui ont été passées, qui lui ont permis de réaliser des bénéfices substantiels ; sa production, enfin, a été portée à un haut degré de perfection.

A cette coïncidence, assez rare, des trois facteurs les plus importants de toute industrie de luxe, elle a dû une renommée éclatante.

Et pourtant, malgré cette prospérité, on discerne déjà, à cette époque, des causes de décadence.

Le prix de revient de ses produits a sans cesse tendance à monter. Cette tendance s'explique évidemment par des

motifs d'ordre général, comme l'avilissement du pouvoir d'achat de la monnaie ; mais aussi par un motif particulier : la transformation de la manufacture dans la destination et le genre de ses tapisseries.

Il s'est créé peu à peu, en effet, un malentendu sur les fins que s'était proposées Colbert.

En 1664, l'intention du ministre, en créant la manufacture, était d'encourager la fabrication de tapisseries d'ordre courant, dont le prix fût accessible aux fortunes moyennes. Il avait observé la vogue de la tapisserie et avait voulu que les Français pussent s'en procurer à bon compte en France.

L'idée était simple, conforme à la conception économique du mercantilisme, fructueuse à la fois pour l'art, le commerce et l'artisanat français.

Sa réalisation était, d'autre part, favorisée par le mode de fabrication de la tapisserie qui n'était pas alors ce qu'il est devenu. L'emploi d'une gamme de couleurs relativement restreinte et la technique de jadis permettaient un prix de revient modéré et un rendement normal.

Au XVIII^e siècle, cette technique et, avec elle, la conception de Colbert, furent perdues de vue.

D'un côté, le développement des goûts de luxe parmi les classes possédantes et le fait que la production des Gobelins était réservée au Roi, incitèrent les entrepreneurs de Beauvais à tisser des tapisseries pouvant rivaliser avec celles des Gobelins.

Lorsque J.-B. Oudry fut attaché comme peintre à la manufacture et en réalité la dirigea, l'évolution se précisa. Malgré la résistance des tapissiers, il fit de ces derniers des copistes, qui devaient reproduire fidèlement les tableaux finis qu'il leur donnait pour modèles. Les tapissiers furent

alors amenés à tisser de plus en plus fin, à multiplier les teintes, à faire, en somme, pour reprendre l'expression d'un publiciste d'art « de la peinture en laine » (1).

Sans doute leur habileté était-elle ainsi devenue parfaite, aux dépens peut-être de l'originalité de leur art ; mais, avec le genre nouveau s'imposèrent un ralentissement du rendement et, par suite, un renchérissement des prix.

Lorsque le frein de cette hausse, constitué par le régime, avantageux pour l'entreprise, des salariés à bas prix et à fort rendement, disparut et, avec lui, les subventions royales, le mode de fabrication se révéla désastreux pour l'équilibre financier de l'établissement.

Plus tard, quand, en raison de ces difficultés, l'Etat eût pris en charge la manufacture, d'autres causes jouèrent, qui affirmèrent ce déclin.

La mode, d'abord, se détachait d'une production qui ne correspondait plus aux tendances artistiques du moment. Les conceptions décoratives du XVIII^e siècle était abandonnées par la bourgeoisie du XIX^e.

Enfin, les dépenses somptuaires n'étaient plus de mise chez les particuliers.

On peut dire qu'au cours du XIX^e siècle la manufacture de Beauvais n'a vécu qu'au ralenti, au compte de l'Etat, et qu'elle a conservé son prestige, moins par la qualité artistique de ses tapisseries et leur diffusion, que par sa renommée ancienne et par l'effet de la tradition. Il est probable que si des réformes libérales, du genre de celles de 1926, lui avaient été appliquées cent ans plus tôt, elles auraient connu un semblable échec.

(1) CLOUZOT : *La manufacture nationale des Gobelins (Plaisirs de France*, décembre 1938).

Aujourd'hui, ces causes de déclin persistent. Mais d'autres influences complexes s'y sont ajoutées, qui tiennent aux caractères de notre temps.

Parmi les premières, il faut indiquer, d'une part, la cherté croissante de la main-d'œuvre, provenant de l'amélioration de la condition des travailleurs poursuivie depuis un demi-siècle ; d'autre part, la persistance du malentendu qui s'est produit sur la conception artistique de la tapisserie.

Les secondes se rattachent au goût actuel du public en France et au rôle de l'Etat et des classes possédantes.

Notre époque (2) se caractérise, au point de vue artistique, par sa sensibilité singulière à la mode et même à un certain snobisme du goût. Elle est ainsi extrêmement changeante. Il est vrai que les arts plastiques donnent lieu à un individualisme excessif, parfois anarchique, qui procède moins de conceptions esthétiques bien définies que d'inclinations passagères. Il s'agit souvent de créations artificielles engendrées par une certaine curiosité intellectuelle ou, plus simplement, par une inspiration dépourvue de sources profondes. L'art n'est plus le reflet du temps, du lieu et des mœurs exprimant une philosophie, mais la mise en œuvre, soit d'évocations du passé, soit de tendances expérimentales.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'origine d'une telle évolution, que d'aucuns attribuent au progrès des habitudes critiques, provoquées par la méthode scientifique et le positivisme.

(2) L. ROMIER : *Explication de notre temps* (Grasset, 1925), et G. JEANNEAU : *Le décor intérieur (L'Art Vivant, Noël 1938)*. M. JANNEAU écrit notamment : « Le temps n'est plus où les arts obéissaient à un premier peintre ou à un premier architecte, véritable dictateur du goût ... De plus en plus, la création, dans le domaine de l'art, est chose individuelle, qui se soustrait aux règles... »

Il semble, en tout cas, que l'instinct et la création du beau aient fait place, chez les artistes, à la recherche de formules et, dans le public, à celle de simples impressions d'art.

C'est ainsi que, lorsqu'on a voulu, à notre époque, faire du neuf en tapisserie, on a abouti fréquemment à des réalisations de laboratoires, à des essais qui, à peine terminés, se trouvaient démodés. Inversement, s'est manifesté un certain goût pour la reproduction des modèles anciens, et ce « règne des passéistes » n'a pas été étranger, au même titre que le modernisme, à l'échec de la tentative de rénovation pratiquée à Beauvais après la guerre.

Au lieu de la forte impulsion artistique qui aurait donné à la tapisserie sa justification présente, on a assisté, de la part de ceux qui inspiraient la production, à un effort dispersé dépourvu de tout principe créateur ; et, de la part de ceux qui étaient susceptibles de l'acquiescer, à la manifestation d'un goût exclusif pour les images du passé. On présentait d'un côté des salons d'indépendants et, de l'autre, on demandait des rétrospectives. Cette dernière mode a d'ailleurs marqué la complète décadence de la technique du coloris en tapisserie. Les passéistes ont voulu, non seulement que les tapisseries exécutées selon leur désir soient copiées sur des modèles anciens, mais encore que les couleurs utilisées soient de la même teinte pâlie que celles qui avaient subi l'épreuve du temps.

Si bien que Guiffrey a pu écrire à ce sujet :

Le goût des meubles anciens, la passion pour les moindres vestiges de l'art et de l'industrie des siècles passés a remis les vieilles tapisseries en faveur. Ce retour vers un mode de décoration longtemps négligé a produit un résultat curieux. Les fabricants de tentures, obligés de se conformer aux caprices du public, ont dû adopter pour

leurs modèles des tons ternes et rompus, se rapprochant autant que possible de la coloration des pièces à l'air et à la lumière depuis un siècle ou deux. Une tapisserie n'est prisée qu'autant qu'elle ressemble à une vieille. Avant peu, ces tissus, dans lesquels n'entre aucun ton durable et franc, deviendront complètement incolores (3).

Ces deux excès, individualisme et passéisme, montrent clairement les difficultés intrinsèques de l'évolution de l'art décoratif en tapisserie. Ils expliquent, dans une large mesure, l'absence d'un « style moderne », qui représenterait notre époque.

Mais une autre cause du déclin de la tapisserie se trouve dans l'inaction de l'Etat et des classes possédantes.

Pour ces dernières, les vicissitudes artistiques signalées plus haut ont joué un rôle asphyxiant. Par ailleurs, l'évolution économique a changé la nature de notre production de grand luxe, en raison même de l'évolution des mœurs. Enfin, des besoins nouveaux et une répartition des richesses différente ont diversifié à l'excès, aux dépens des arts, leur rôle bienfaisant.

Pour l'Etat, la raison essentielle est d'ordre financier.

De moins en moins il lui est possible de consacrer à une industrie de ce genre une part de dépenses suffisante. Son impulsion a été faible alors qu'elle aurait dû être primordiale.

Sans doute les difficultés budgétaires justifient-elles des économies. D'autres soucis, tenant au régime et à son aménagement, l'obligent encore à laisser au second plan certaines des charges qu'il s'est attribuées. Il n'en est pas moins vrai que, dans le domaine artistique, sa responsabilité est engagée.

(3) Cité par AJALBERT : *Beauvais basse lisse*.

Et voici ce qu'écrit à ce sujet M.J.-E. Blanche (4) :

Soixante ans d'un même régime politique... pendant lesquels il semblerait que de grandes réformes auraient dû s'accomplir en les rapports des artistes avec leur principal, leur naturel client, l'Etat... Et pourtant, le bilan est léger des améliorations accomplies depuis 1870. Y avait-il eu même amélioration ? Il est permis d'en douter quand on compare le budget des Beaux-Arts d'aujourd'hui à celui d'époques antérieures, les commandes, les achats d'œuvres d'art... Si l'on songe à ce que fut l'influence de la monarchie sur le décor des cités, sur les produits des fabriques nationales...

En terminant l'énumération des causes qui paraissent avoir eu une influence sur le déclin de la tapisserie de basse lisse et, en particulier, de la manufacture de Beauvais, il convient de rappeler certaines considérations que l'on trouve sous la plume de M. Ajalbert et où se trouve exprimée la principale raison de ce déclin :

Certes, devant les chefs-d'œuvre du passé, le doute me point sur la valeur de notre production présente... On nous oppose des siècles et des siècles où la tapisserie connaissait la vogue... aujourd'hui, c'est un art en marge négligé depuis 200 ans, qui n'en est qu'à son essai de revivre... Sans doute, aucun Boucher ne s'est révélé ; mais les tapissiers sont là... (5)

Est-ce à dire que cette décadence ait définitivement condamné la production de la tapisserie ? Il ne le semble pas. Et il reste à examiner les perspectives qui peuvent se présenter.

Tout d'abord, deux faits sont évidents :

Une entreprise de tapisseries dépasse les possibilités de l'initiative privée et, d'autre part, la tapisserie est à la recherche de son expression moderne.

(4) J.-E. BLANCHE : *Les arts plastiques* (L. E. F.).

(5) AJALBERT : *Beauvais basse lisse*.

Le problème est donc à la fois financier et artistique. Pour le résoudre, on est bien obligé d'admettre une double conclusion : l'Etat est aujourd'hui seul capable d'assumer la charge d'une telle entreprise et, par ailleurs, il a seul la faculté de provoquer la rénovation nécessaire de la tapisserie en donnant pleins pouvoirs à une personnalité qualifiée.

Cette compréhension par l'Etat de son rôle en matière artistique est à l'heure actuelle une réalité.

D'une part, l'Etat a complètement pris en charge la manufacture de Beauvais ; d'autre part, un programme neuf et précis a été établi par l'éminent directeur du mobilier national, M. Janneau. On peut affirmer, dans ces conditions, que l'Etat a abandonné le rôle passif qui avait été le sien pendant un siècle.

Sans doute, certains critiques déduisent-ils de la forme politique du régime son inaptitude à toute inspiration créatrice. Et nous trouvons dans le livre de M. J.-E. Blanche ces lignes :

Du fait que l'Etat français ne représente plus rien aujourd'hui en tant que personne morale, il est fatal qu'il ne puisse engendrer aucun mouvement esthétique créateur... (6)

Un tel jugement surprend. Il n'est fondé que sur une comparaison superficielle avec l'ancien régime. Mais nous avons vu que la différence qui en résulte provient essentiellement d'autres causes. Quel qu'il soit, un régime politique a suffisamment de personnalité pour en transcrire l'expression esthétique.

D'autres prétendent qu'un tel rôle ne rentre pas dans

(6) J.-E. BLANCHE : *Les arts plastiques*.

les attributions normales de l'Etat et qu'il ressort exclusivement de l'initiative privée. Nous savons cependant, par l'exemple même de la manufacture de Beauvais, qu'une entreprise de cette nature ne présenterait, faute de clientèle, aucun des caractères d'une industrie économiquement et financièrement saine.

Il n'est donc nullement à regretter, comme on l'a fait, que le régime de l'autonomie, institué en 1926, n'ait pas été systématiquement maintenu pendant de longues années avec un personnel nombreux (7). Ce n'est pas les expériences qu'il aurait permis de pratiquer qui auraient éduqué la clientèle. A défaut d'un programme véritablement constructif, ce n'est pas davantage cette clientèle, désormais sans conception précise, qui aurait été capable d'inspirer la production. D'ailleurs, les prix de revient auraient établi entre les deux une barrière difficilement franchissable.

Il apparaît, au contraire, que la puissance publique a parfaitement qualité pour passer des commandes, pour assurer le fonctionnement de l'établissement qui doit les satisfaire et pour donner au point de vue artistique les directives utiles.

La réorganisation des services du mobilier national, en permettant une efficace unité de vues et de direction, doit permettre l'éclosion d'un art décoratif adapté à notre époque et susceptible d'orienter d'une manière personnelle le goût du public de notre temps.

Plus précisément, en tapisserie, on cherche à réagir dans une certaine mesure contre la conception en vigueur depuis le milieu du XVIII^e siècle.

(7) AJALBERT : *Le bouquet de Beauvais* (Flammarion).

Il n'est sans doute plus question d'en revenir intégralement aux idées de Colbert. Même simplifiée, la production de la tapisserie atteindrait un prix qui empêcherait sa vente courante. Mais on a tendance à s'éloigner de la tapisserie « peinture en laine ».

Cela ne veut pas dire non plus que l'on consacre certains procédés, utilisés au cours d'une période récente, dans le but de commercialiser la fabrication, qui consistaient à abandonner peu à peu, par une simplification excessive des modèles, la richesse décorative que comporte nécessairement le genre.

Sans perdre de vue ce caractère, on s'attache à favoriser le réveil du goût artisan, à le détourner d'une copie servile. On lui restitue pour cela les tons, en usage jadis, que la teinture chimique avait fait disparaître. On l'oblige à n'utiliser qu'un nombre plus restreint de couleurs. On cherche à le replacer dans des conditions où il puisse exercer librement sa technique, avec le maximum de souplesse et d'indépendance, dans les conditions mêmes où il se trouvait au ^{xvi}^e ou au ^{xvii}^e siècle.

On espère, par un retour aux méthodes anciennes et aux moyens d'autrefois, rendre à l'artisan son originalité et à la tapisserie ses qualités propres.

Il sera peut-être objecté à cette réforme la réputation des œuvres de la manufacture au temps d'Oudry. Mais il ne faut pas conclure du succès commercial d'une formule à sa réelle valeur artistique.

La vogue qu'elle a connue au ^{xviii}^e siècle provient surtout du fait qu'Oudry harmonisa la production de son entreprise au goût de l'époque, par la confection de pièces réduites adaptées aux mobiliers de salon et aux dimensions

plus étroites des appartements d'alors, et enfin par le choix de sujets à la mode.

Mais en réalité, au point de vue de l'art décoratif, le peintre avait tort, comme tous ceux d'ailleurs qui, après lui, ont estimé que le tapissier n'était qu'un copiste.

Il convient ici de faire le point et de préciser les diverses conceptions relatives à la technique de la tapisserie.

Nous connaissons la conception de J.-B. Oudry, conception qui avait provoqué un conflit entre lui et les entrepreneurs et ouvriers des Gobelins et de Beauvais. Ces derniers disaient :

bien peindre et bien faire exécuter les tapisseries sont deux choses différentes.

Oudry, au contraire, s'exprimait ainsi :

Nous avons vu un temps où l'abandon des principes de l'art a porté de fâcheuses atteintes à la réputation de la manufacture, où le malheureux terme de coloris de tapisserie accordé à une exécution sauvage, à un papillotage importun de couleurs âcres et discordantes... était substitué à la belle intelligence et l'harmonie qui font le charme de ces ouvrages (8).

S'il ne put imposer tout à fait ses vues aux Gobelins, Oudry finit par y parvenir à Beauvais, où la technique originale fut peu à peu abandonnée et ne cessa ensuite de s'abâtardir.

Il suffit pour s'en convaincre de comparer les tapisseries de la fin du xix^e siècle et celles du début du xvii^e.

(8) Cité par GERSPACH : *La manufacture nationale de Beauvais (Revue des arts décoratifs, 1880-1881, p. 513 à 523, et 1881-1882, p. 37 à 47).*

Il suffit encore de songer au nombre de couleurs qu'il a été indispensable de mettre à la disposition des tapisseries, afin qu'ils puissent s'adapter à la nouvelle technique et reproduire minutieusement les tableaux finis qui leur étaient donnés pour modèles.

C'est ainsi que le savant Chevreul, partant de trois couleurs simples : jaune, rouge, bleu, entre lesquelles viennent s'intercaler les couleurs secondaires, compliqua ce point de départ en ajoutant six autres couleurs combinées avec les premières, puis de nouveaux mélanges intermédiaires, réalisant ainsi 72 couleurs, chacune renfermant une gamme de 20 tons ; chaque ton étant lui-même rabattu par un ou plusieurs dixièmes de noir, on arrive au chiffre de 14.400 tons différents complétés par 20 gris. C'est ce qu'on appelle le fameux cercle chromatique de Chevreul.

Les inconvénients de ce nombre excessif sont évidents. Il faut, pour éviter les confusions, une éducation professionnelle très poussée. La classification est difficile. Le fait que les teintures sont obtenues par des procédés chimiques rend très incertain le réassortiment des tons. Enfin, le tapissier se trouve dans l'impossibilité de n'utiliser que des couleurs solides et éprouvées, et sacrifie inévitablement, en grande partie, les qualités de durée de la tapisserie au fini de ses nuances.

On peut affirmer que les inconvénients de cette technique, qui est loin d'entraîner le résultat artistique cherché, n'auraient pas manqué d'enrayer complètement le développement de cette industrie, si le système Oudry-Chevreul avait été mis en application à l'origine.

Ce système est à l'opposé de la théorie du « coloris de tapisserie », qui soutient que la tapisserie est soumise à

une technique spéciale, dont le mérite singulier des tapisseries est de savoir manier les effets.

Les couleurs obtenues par la teinture des laines et soies se modifient, « jouent », même dans le cas où elles sont de la meilleure qualité, pendant six ans environ, puis se stabilisent.

Le tapissier doit connaître ce jeu. Il choisit ses couleurs en conséquence. Il fait sa tapisserie en transposant, selon cette règle, le modèle qui est fourni. Il doit « voir » son ouvrage tel qu'il sera dans quelques années.

D'autre part, il est impossible, en raison de la matière utilisée, de réaliser avec des brins de laine ou de soie juxtaposés les nuances fondues que l'on obtient avec le pinceau. Il ne peut s'agir que d'une sorte d'impressionnisme, compliqué de ce que la laine boit la lumière.

On conclut aisément de cette double constatation que la « peinture en laine » est irréalisable. Dans la mesure où la virtuosité du tapissier, au prix d'un temps et d'un soin considérables, arrive à rapprocher les deux genres, il apparaît que cette imitation est provisoire. Au bout de quelques années, les nuances fragiles, multipliées par les nécessités de la copie servile, tourneront au blanc, perdront leur valeur. Seules demeureront les couleurs solides, qui auront d'ailleurs elles-mêmes évolué. Le but visé n'est donc pas atteint. Au fur et à mesure de l'évolution de ses tons, la tapisserie s'éloignera davantage du modèle qu'elle avait réussi à reproduire. Il est bien évident que, quelles que soient la valeur du modèle et l'habileté de l'artisan, la tapisserie manque ainsi à l'une des conditions essentielles de toute œuvre d'art : la possibilité de durer. Cet inconvénient s'aggrave, en outre, pour la tapisserie

du fait que son prix de revient est très élevé et son exécution fort lente.

On est inévitablement conduit, dans ces conditions, à l'alternative suivante :

— ou bien les modèles doivent être exécutés par les peintres en vue de la tapisserie, compte tenu de la technique particulière de celle-ci ; mais il faut supposer que les peintres connaissent exactement cette technique ;

— ou bien on doit laisser aux tapissiers une certaine liberté d'interprétation, leur permettre de transposer le modèle en tapisserie d'après la technique qui est propre à celle-ci, et de renoncer à rivaliser de finesse avec la peinture (9).

Ces deux conceptions ont chacune leurs partisans (10).

Ceux qui pensent à un rendement accru, au côté commercial de la production, préfèrent la première. Il est en effet à peu près certain que si les tapissiers copiaient, avec leur habileté coutumière, des modèles simplifiés écrits pour eux, leur rendement serait singulièrement accru.

Ceux qui pensent surtout à la qualité artistique préfèrent la deuxième.

Sans doute, certains chefs-d'œuvre ont-ils été obtenus par le premier procédé. Et l'on peut citer la fameuse tenture des « Actes des Apôtres » dont les cartons furent dessinés par Raphaël. Mais il s'agit d'une exception. Encore

(9) On doit notamment remettre en pratique le procédé des hachures ou battages, qui permet le passage entre deux tons voisins, en évitant au tapissier de reproduire minutieusement, et d'ailleurs vainement, toutes les nuances que l'on peut obtenir avec un pinceau.

(10) Voir notamment sur ce sujet : BABONNEIX : *La crise d'une vieille industrie, le tapis et la tapisserie d'Aubusson* (Thèse Paris, 1935), et MARTIN : *Tapisserie de haute et basse lisse* (Paris, 1922).

doit-on reconnaître que de ce modèle, exécuté en vue de la tapisserie par un peintre de génie, seul, parmi ceux qui le reproduisirent, l'atelier anglais de Mortlake fut capable de faire un chef-d'œuvre de tapisserie.

En réalité, la méthode qui consiste à favoriser le réveil de l'initiative et du goût artisans, en s'appuyant sur la technique originale du « coloris de tapisserie », est garante de résultats satisfaisants au point de vue artistique.

Comment, d'ailleurs, ne pas souhaiter le retour aux procédés anciens, lorsqu'on considère les résultats obtenus dans le passé avec des moyens réduits ? N'est-il pas légitime de conclure que les artisans d'aujourd'hui sont capables, avec les mêmes moyens et un régime infiniment plus libéral, d'égaliser leurs lointains prédécesseurs ?

C'est en tout cas cette dernière méthode que l'on s'efforce de mettre en œuvre aux Gobelins et à Beauvais.

La teinture chimique, à l'aniline et même à l'alizarine, pourtant moins fragile, est peu à peu proscrite. Des contrats ont été passés dans certaines régions pour la culture de plantes tinctoriales, telles que la garance, la gaude, le pastel (11). On s'achemine vers un retour aux teintes d'autrefois, solides et sûres. La technique des tapissiers ne pourra qu'y gagner, car le jeu de ces couleurs, éprouvées par les siècles, est parfaitement connu.

Il faut bien indiquer cependant qu'un tel programme comporte un inconvénient sérieux. Cent cinquante ans d'imitation littérale de la peinture ont fait perdre au ta-

(11) A Carpentras pour la garance, en haute Normandie pour la gaude et en Albigeois pour le pastel.

pissier une bonne part de son originalité. Et ainsi se pose le problème de sa rééducation, au double point de vue technique et artistique. Mais ce n'est pas là une difficulté insurmontable. Un enseignement approprié, au cours de l'apprentissage, doit y pourvoir aisément. Au surplus, l'habileté des tapissiers, heureusement perpétuée, ne peut que faciliter dans une large mesure cette rééducation.

Pour avoir choisi le programme le plus difficile, la réforme n'en est pas moins dans la bonne voie.

Provoquer la renaissance d'un artisanat qui tendait à décliner, choisir des modèles d'une réelle valeur décorative constitue une tâche qu'il est aujourd'hui malaisé de remplir, mais dont l'heureux accomplissement doit marquer la fin de la décadence regrettable de la tapisserie.

La forte personnalité du directeur du mobilier national et des manufactures permet de croire, dans les prochaines années, à une reprise de la grande tradition. On peut espérer voir sortir du métier de basse lisse des tapisseries

dont les couleurs, intentionnellement montées de ton, vieilliront harmonieusement et toutes ensemble, comme dans les chefs-d'œuvre du passé (12).

Après ce résultat, il n'est pas interdit de penser que la tapisserie, ayant recouvré ses qualités décoratives et sa valeur artistique, puisse retrouver des débouchés, une clientèle, ou tout au moins, jouer un rôle de premier plan dans l'orientation de l'art décoratif.

(12) CLOUZOT : *La manufacture nationale des Gobelins (Plaisirs de France*, décembre 1938).

CONCLUSION

« L'Etat se rend florissant par
icelle » (la culture des arts).

HENRI IV.

Conclusion.

Le 23 juin 1831, le *Journal des Débats* écrivait :

Cet établissement (la manufacture de Beauvais) est de ceux peut-être, dont le temps et la révolution qu'il a opérée dans les idées, ont marqué le terme.

Quarante ans plus tôt, et pour la première fois, certains avaient envisagé la fermeture définitive de cette entreprise, pour des raisons différentes, il est vrai, qui tenaient surtout aux circonstances exceptionnelles de ce temps.

Un siècle plus tard, en 1934, cette éventualité semblait admise de nouveau. On était alors à la recherche d'économies budgétaires.

Il faut bien reconnaître que les vicissitudes traversées par la manufacture pouvaient encourager une telle solution.

Le rôle que lui avait assigné son fondateur n'a jamais été rempli ; des difficultés financières et économiques se sont produites dans sa gestion d'une manière à peu près constante ; au point de vue artistique, elle a décliné et elle a connu la singulière et persistante disgrâce de ne plus exister que par la force de son passé.

Cependant, aux moments de son histoire où elle risqua de disparaître, elle a toujours trouvé d'éloquents défenseurs.

Sous la Révolution, les députés de l'Oise à la Convention, Isoré et Portiez, plaidèrent avec succès cette cause,

qui était juste, mais que l'époque rendait difficile à défendre (1).

Au début de la deuxième restauration, l'action énergique de la municipalité de Beauvais et la voix renaissante de la presse l'emportèrent en sa faveur (2).

Enfin, récemment, ce fut à des organismes de la vie locale et régionale, conscients du bon droit de la revendication qu'ils présentaient, qu'il appartint de s'élever contre le projet qui était formé de supprimer la manufacture (3).

Sans doute, les uns et les autres empruntaient-ils leurs principaux arguments aux intérêts immédiats et particuliers que sa suppression aurait atteints, ceux du commerce, du tourisme, des tapissiers.

(1) Voir notamment : THIOT. *Isoré, député à la Convention* (extrait du *Bulletin de la Société archéologique et historique de Clermont de l'Oise*, 1910), et le discours de Portiez à la Convention (annexe X).

(2) Lors d'une visite du Roi Louis-Philippe à Beauvais, le 26 mai 1831, une adresse lui fut remise par le conseil municipal de cette ville. Ce document fut suivi des *Observations présentées par le Maire de la ville de Beauvais sur la manufacture royale de tapisseries, pour satisfaire au vœu exprimé par le conseil municipal dans sa séance du 25 juin 1831*, répondant à l'article du *Journal des débats*, cité plus haut. Le *Journal de l'Oise* publia également des articles d'un ton très ferme les 2, 9 février et 28 juin 1831. On peut lire notamment dans l'article du 9 février ces lignes :

« Si l'on objectait une force majeure et d'immenses événements « (pour la suppression de la manufacture), il faudrait prouver que le « vandalisme, le mépris de droits consacrés par le besoin sont autant « de fruits nécessaires que devait porter la révolution de Juillet. » (Bibliothèque de la Société Académique de l'Oise.)

(3) En ce sens : vœux, du conseil municipal de Beauvais en date du 16 mars 1934 ; de la chambre de commerce de Beauvais et de l'Oise, en date du 19 du même mois ; du comité des loisirs du Beauvaisis, du syndicat des hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons de Beauvais et de la région, du syndicat d'initiatives et de la Société Académique de l'Oise, des 20 et 21 mars ; du tribunal de commerce de Beauvais et du conseil d'administration du musée départemental de l'Oise, des 16 et 28 avril 1934 (Archives de la mairie de Beauvais).

Mais ils invoquaient également, et à juste titre, l'intérêt national.

Il n'est pas un des documents, qu'ils nous ont laissés, qui ne renferme la trace de cette préoccupation supérieure, qui n'exprime :

que la disparition du Royaume d'Oudry devrait être considérée, et le serait certainement, comme une diminution regrettable et irréparable du patrimoine artistique français (4).

N'est-ce pas là, d'ailleurs, reprendre les idées mêmes qui ont présidé à sa fondation ?

Colbert s'était bien proposé, en créant la manufacture, le développement d'une fabrication d'ordre courant, et ce programme, pour les raisons que nous avons indiquées, n'a pas été exécuté. Mais cette création répondait aussi au dessein d'organiser l'industrie du pays, génératrice de puissance politique, et de favoriser les entreprises de caractère artistique et intellectuel, destinées à accroître le renom français.

Cette intervention de l'Etat s'est trouvée pleinement justifiée, car la manufacture, sous l'ancien régime, a magnifiquement servi notre prestige dans le monde, et a contribué à enrichir notre héritage.

Un tel passé pourrait suffire à la sauvegarde de l'atelier de Beauvais. Mais il y a aujourd'hui autre chose.

La réforme en cours est appelée à redonner la vie à la tapisserie, si longtemps négligée, à en rénover la réputation, à rehausser par là le prestige de nos arts plastiques.

Le maintien de la manufacture puise ainsi sa justification à la fois dans le passé et dans le présent.

(4) Extrait du vœu de la Société Académique de l'Oise du 21 mars 1934.

Son rôle de jadis, elle doit continuer à le remplir, et elle le peut désormais grâce au renouveau que lui promet l'heureuse solution de ses difficultés.

Il faut espérer que l'on aura enfin compris qu'il n'est pas conforme à l'intérêt national de sacrifier à de simples exigences financières un établissement qui a contribué si puissamment à notre crédit culturel et qui prouvera demain que l'art et l'artisanat français n'ont rien perdu de leur maîtrise et de leur supériorité.

Ce serait rendre à notre histoire ce qui lui est dû. Ce serait aussi, comme il est légitime, faire un acte de foi.

ANNEXE I

Provisions de la charge de Surintendant des bâtiments arts et manufactures pour Colbert (1^{er} janvier 1664), Archives Nationales O¹⁰ f^o 298 ; publié par Clément, lettres de Colbert, t. V.

On y trouve l'éloge de Colbert,

« des avantages que le Roi reçoit de son zèle, de son expérience
« et de sa fidélité dans le bon ordre que nous essayons d'establisir ».

Le Roi lui attribue la surintendance des bâtiments, arts, tapisseries et manufactures de France, la direction des artisans de la galerie du Louvre, la surintendance des châteaux royaux, avec un ensemble de gages et pensions d'environ 18.000 livres, outre divers droits en nature et le privilège d'importation des tapisseries de prix des Flandres.

ANNEXE II

EDICT DU ROY.

pour l'establisement des Manufactures royales de tapisseries de haute et basse lice en la ville de Beauvais et autres lieux de Picardie ; du mois d'Aoust 1664 (Arch. Nat. XIA 8664, f^{os} 157-163, et archives communales de Beauvais HH 16 et F 19).

« Louis, par la Grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre à tous présents et à venir, Salut. Comme l'un des plus considérables ouvrages de la Paix qu'il a plû à Dieu nous donner est celuy du r'establisement de toute sorte de commerce en ce Royaume, et de le mettre en estat de se passer de recourir aux estrangers pour les choses nécessaires à l'usage et à la commodité de nos sujets : aussi n'avons- nous jusques à présent rien oublié de tout ce qui leur pouvait procurer cet advantage, par tous les moyens que nous avons jugez propres au succez de ce grand dessein : entre lesquels

moyens, celui du r'establisement de la fabrique des Tapisseries de la manière de celles des Flandres, dont la manufacture avait esté cy-devant introduite en nostre bonne ville de Paris et autres de ce Royaume, par les soins du feu Roy Henri le Grand, nostre très-honoré ayeul, nous paraissant avec raison d'une très-grande conséquence : Et nostre cher et bien amé le sieur Colbert, nostre conseiller en tous nos conseils, sur-intendant et ordonnateur général de nos bastiments arts et manufactures de France, nous ayant fait connoistre que le r'establisement de cette fabrique et manufacture desdites tapisseries ne pouvait pas mieux estre commencé, ny le soin de cet ouvrage confié à personne plus capable de le conduire à une heureuse fin, que Louis Hinart, marchand tapissier et bourgeois de Paris, reconnu pour l'un des plus habiles au fait non seulement de ladite fabrique, mais encore au commerce de cette sorte de marchandise, s'il nous plaisait de luy accorder la permission d'establir ladite manufacture en nostre ville de Beauvais ou austre de nostre province de Picardie que bon luy semblera, et qu'il jugera le plus commode pour en jouyr par luy, ses successeurs et ayans cause pendant le temps et aux charges portées par les articles et conditions qu'il nous a, pour cet effet, présentez. A ces causes et de l'advis de nostre conseil, ou nous avons fait examiner cette proposition, désirant favorablement traiter ledit Hinart et inviter par cet exemple nos austres sujets à travailler avec plus d'application qu'ils n'ont fait jusques à présent à ces sortes d'establisements en ce Royaume.

I

Nous avons, par ces présentes signées de notre main et de nostre pleine puissance et hautorité royalle, permis et permettons audit Hinart d'establir en nostre-dite ville de Beauvais, ou austre de nostre-dite province de Picardie que bon luy semblera, ladite manufacture de toutes sortes desdites tapisseries de verdure et personnages de haute et basse lice, voulons et nous plaist que ledit Hinart, ses successeurs et ayans cause jouyssent de ladite permission et establissement pendant le temps et l'espace de trente années entières et consécutives, à commencer du jour de la vérification de ces présentes en nostre Parlement de Paris, et ailleurs ou besoin sera, et ce à l'exclusion et privativement à tous austres ausquels nous avons fait et faisons très expresses déffenses de s'entremettre en ladite fabrique et establissement *en l'estendue de la dite province*

pendant ledit temps, à peine de dix mille d'amende, confiscation de leurs marchandises, maisons, ateliers, mestiers et austres choses, servans à leur fabrique, voiture et conduite, et de tous dépens, dommages et intérêts, le tout applicable au profit dudit Hinart et autres qu'il voudra associer en cette permission, établissement et privilège.

II

Et d'autant que les frais et despenses nécessaires à cet établissement pourraient estre au dessus des forces dudit Hinart et de sesdits associez et que nous ne voulons rien obmettre de ce qui pourra de nostre part ayder à son succez, nous voulons et ordonnons que le fonds des maisons et héritages nécessaires audit établissement, soient acquis et construit, si besoin est, de nos deniers jusques à la concurrence des deux tiers, et le tiers restant des deniers dudit Hinart et de sesdits associez ; auquel effet nous voulons que les contracts et marchez desdites maisons et héritages soient faits et passez par ledit surintendant et ordonnateur général de nos bastiments, arts et manufactures de France, ou par telle personne qu'il voudra nommer pour cet effet conjointement avec ledit Hinart en conséquence desquels et par les ordonnances dudit surintendant nous ferons payer aux vendeurs lesdits deux tiers du prix desdits contracts et marchez jusques à la concurrence desdits trente mil livres, par les mains du Trésorier Général de nos bastiments, arts et manufactures, lesquelles maisons et héritages seront et demeureront affectez et hypothecquez au remboursement des sommes qui auront esté à cet effet par nous fournies, en cas que ledit Hinart et sesdits associez ne satisfassent pas de leur part aux conditions dudit établissement cy-après exprimées.

III

Sur la porte et frontispice desquelles maisons et bastiments, nous voulons qu'il soit mis et apposé un tableau de nos armes, contenant cette inscription : « manufactures royales de Tapisseries ».

IV

Oltre laquelle somme de trente mil livres et pour toujours mieux faciliter ledit établissement, nous ferons délivrer audit Hinart et à ses associez austre pareille somme de trente mil livres par forme de

prest, pour estre par eux employée à l'achapt et provisions de laines, drogues, teintures et austres estoffes et choses nécessaires à ladite manufacture ; laquelle somme ledit Hinart et ses associez s'obligeront de nous rendre sans intérêt dans le temps et à la fin de six années, qui commenceront à courir du jour que ladite somme leur aura esté délivrée.

V

Ce faisant ledit Hinart et ses associez seront tenus et obligez d'establir en ladite manufacture, la première année dudit établissement, jusques au nombre de cent ouvriers, tant français qu'estrangers, et augmenter de pareil nombre de cent en chacune des six premières années, en sorte que le nombre de six cens se trouve complet en fin des six premières années ; *moyennant quoy* et les choses ainsi faites et exécutées par ledit Hinart et ses associez reconnües et deuëments certifiées à la fin desdites six années par ledit surintendant des bastiments, arts et manufactures de France, nous avons, dès à présent, comme pour lors consenty et consentons que *les deniers par nous fournis pour l'achapt desdites maisons et héritages nécessaires audit établissement demeurent et appartiennent en propriété audit Hinart et sesdits associez*, auxquels en tant que de besoin nous avons et faisons dons par ces présentes.

VI

Et afin de faciliter encore mieux auxdits Hinart et associez les moyens de faire venir des pays estrangers le plus grand nombre d'ouvriers que faire se pourra, et qui devront estre employez en ladite fabrique et manufacture nous ferons payer audit Hinart et associez, de nos deniers, la somme de 20 livres pour chacun desdits ouvriers, sans que ledit Hinart et associez puissent rien prétendre de nous pour lesdits estrangers, qui se trouveront desja establis en ce Royaume, lesquels ils ne pourront employer en ladite manufacture, non plus que les ouvriers françois, que du consentement des maistres tapissiers chez qui ils auront travaillé ; ce qui sera réciproquement observé à l'égard desdits Hinart et associez de la part des austres maistres tapissiers, à peine de cinq cens livres d'amende et de tout despens, dommages et intérêts contre chacun des contrevenans ; à quoy ledit surintendant de nos bastiments, arts et manufactures de France tiendra soigneusement la main.

VII

Et comme il n'y a rien de plus important et de plus nécessaire non seulement pour établir mais même pour perpétuer ladite manufacture en ce Royaume, que d'y faire quantité d'apprentis françois, lesdits Hinart et associez seront tenus d'en avoir continuellement le plus grand nombre que faire se pourra et jusques au nombre de cinquante au moins ; pour ayder à l'entretien et nourriture desquels nous ferons payer aussi de nos deniers ausdits Hinart et associez, pour chacun desdits apprentis, la somme de trente livre pour chacune des années de leur apprentissage, et ce de quartier en quartier.

VIII

Lesquels apprentis, après avoir fait six années d'apprentissages chez lesdits Hinart et associez, et les avoir servis en qualité de compagnons pendant l'espace des deux autres années entières et consécutives, seront censez avoir acquis la franchise et ensuite receus maîtres et marchands tapissiers en ladite ville de Beauvais ou austre lieu dudit établissement et de leur apprentissage, avec pouvoir de s'y établir et y travailler pour leur compte en ladite qualité de maîtres à ladite manufacture de Tapisseries, sans qu'il puisse estre exigé d'eux aucun frais pour leur réception ausdites maîtrises, le tout en rapportant par lesdits compagnons leurs brevets deuëment quittancez par lesdits Hinart et les certificats de service expédiez par ledit surintendant de nos bastiments, arts et manufactures.

IX

Toutes lesquelles sommes cy-dessus, par nous ordonnées estre fournies audits Hinart et associez, leur seront payées et délivrées sous leurs quittances comptables en bonne et deuë forme par le Trésorier général desdits bastiments, arts et manufactures, suivant les ordonnances qui en seront expédiées par ledit surintendant desdits bastiments, arts et manufactures sur les certificats du contrôleur, qui sera à cet effet commis dans ladite ville de Beauvais, ou austre dudit établissement, par ledit surintendant desdits bastiments, arts et manufactures.

X

Voulons pareillement que les ouvriers estrangers qui seront employez et auront travaillé pendant le temps et espace de huit années entières et consécutives pour lesdits Hinart et associez, puissent estre reputez regnicoles et naturels françois, sans estre tenus de prendre à cet effet aucune lettres de naturalité, ny payer pour raison de ce aucunes taxes ny finances, sous quelque prétexte et pour quelque occasion que se puisse estre, dont nous les avons dispensez et deschargez dispensons et déchargeons par ces présentes à la charge toutefois de continuer pour toujours leur demeure en ce Royaume.

Et si, durant lesdites six années, aucun desdits ouvriers vient à décéder au service dudit Hinart et associez, et pendant qu'ils seront employez ausdites manufactures, leurs veufves enfans et héritiers pourront leur succéder aux biens qu'ils auront acquis ou qui leur seront eschus en ce Royaume, et se retirer, si bon leur semble en leur pays, avec leurs hardes meubles et austres biens, sans qu'il puisse estre apporté aucun empeschement, le tout sur les certificats et passeports qui leur en seront délivrez et qu'ils seront tenus de prendre à cet effet dudit surintendant des bastiment arts et manufactures de France.

XI

Et parce que nostre intention est que tant lesdits Hinart et associez, que lesdits ouvriers, tant françois qu'estrangers, lesdits apprentis et tous austres employez au fait, tant de ladite manufacture qu'austres choses nécessaires audit establissement, entretien et subsistance desdits ouvriers y puissent vacquer avec moins d'interruption et une plus continuelle application, nous voulons et entendons que lesdits Hinart et associez, ensemble tous ceux qui seront par eux employez ausdits ouvrages de tapisseries, circonstances et dépendances et qui y travailleront dans la ville dudit establissement et dans l'enclos des maisons et bastiments à ce destinez, soient et demeurent exempts de toutes tailles, subsistances et autres impositions, tant ordinaires qu'extraordinaires, emprunts et gardes de ladite ville, tant de jour que de nuict, logement de gens de guerre, et généralement de toutes austres contributions et charges de ville, de quelque qualité et nature qu'elles puissent estre, et ce tant et si longuement qu'ils seront employez au fait de ladite manufacture par lesdits Hinart et associez.

XII

Auquel Hinart nous avons accordé et accordons le droit et privilège de committimus, pour en jouyr par luy ainsi qu'en jouyssent et doivent jouyr nos propres domestiques et commençaux actuellement servans près nostre personne.

XIII

Et parce qu'il est nécessaire audit établissement que lesdits Hinart et associez puissent avec facilité non seulement recouvrir toutes les choses nécessaires à ladite fabrique mais encore faire subsister dans les lieux dudit établissement tous les ouvriers et austres gens qui y seront par eux employez, nous leur avons permis et permettons de prendre et establir dans lesdits lieux tel nombre que bon leur semblera de peintres, teinturiers, brasseurs de bières, boulangers, maistres ou compagnons, lesquels jouyront des mesmes privilèges et exemptions que lesdits ouvriers tapissiers, tant et si longuement qu'ils travailleront pour lesdits Hinart et associez, et qu'ils feront leur demeure dans l'enclos dudit établissement.

XIV

Voulons et nous plaist que les laines et drogues servans aux teintures qui auront esté acheptées par lesdits Hinart et associez, et leurs commissionnaires, au dedans du Royaume et dans l'estendüe de la ferme des cinq grosses fermes, soient et puissent estre par eux voiturées et transportées dans le lieu dudit établissement, sans estre sujettes d'aucuns droits taxes et impositions quelconques, mises et à mettre, dont nous les avons, en temps que besoin serait, déclarées exemptes. Auquel effet, nous avons permis et permettons auxdits Hinart et associez de mettre et porter une couverture de nos couleurs et armes sur leurs charrettes, chevaux, bateaux et austres choses servans à la voiture, tant desdites laines et drogues, que des tapisseries qui seront par eux manufacturées.

XV

Lesquelles seront par eux marquées en travaillant et tissant lesdites tapisseries de la marque qui leur sera donnée par ledit surintendant des bastiments arts et manufactures, et sans qu'aucun austre puisse se servir de ladite marque pour d'austres tapisseries, ny

copier les dessins sur lesquels elles auront esté fabriquées, à peine de dix mil livres d'amende et de confiscation desdites tapisseries, contremarquées et copiées, chevaux, charrettes, et austres choses servans à leur transport et voiture, le tout applicable ausdits Hinart et associez.

XVI

Voulons que lesdites tapisseries de ladite manufacture ainsi marquées de ladite marque, soient et puissent estre transportées, vendües et débitées par lesdits Hinart, soit en ce royaume, soit ausdits pays estrangers en payant pour celles qui seront par eux portées aux estrangers, la somme de vingt livres pour chacune tenture de tapisseries de vingt aulnes de tour ; et pour celles qui seront par eux transportées, vendües et débitées en ce royaume, dans l'estendüe de ladite ferme des cinq grosses fermes, sans payer aucun droict, dont nous les avons aussi, en tant que besoin seroit, déclarées exemptes et deschargées par ces présentes.

Si donnons en mandement à nos amez et feaux les gens tenans nostre Cour de parlement, Chambre des comptes, et Cour des Aydes à Paris, baillifs, seneschaux et tous autres officiers qu'il appartiendra, que cesdites présentes ils fassent lire, publier et registrer purement et simplement, et du contenu en icelles jouyr et user lesdits Hinart et associez, leurs successeurs et ayans cause, pleinement et paisiblement sans permettre qu'il y soit apporté aucun trouble et empeschement, ny contrevenu directement ou indirectement, en quelque manière que ce soit, nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances et réglemens à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé et dérogeons pour ce regard par cesdites présentes ; lesquelles nous voulons estre exécutées selon leur forme et teneur, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, desquelles, si aucunes interviennent, nous nous sommes réservé à nous et nostre conseil la connaissance, et icelle interdite à toutes nos austres cours et juges ; car tel est nostre plaisir.

Donné à Vincennes au mois d'aoust l'an de grâce mil six cens soixante-quatre, et de notre règne le vingt-deuxième.

Signé Louis.

Enregistré par le Parlement de Paris, le 3 septembre 1664, par la Chambre des Comptes le 19 septembre 1664, et par la Cour des aydes le 20 novembre 1664.

Registrées en la Cour des Aydes, ouy le Procureur Général du Roy, pour estre exécutées selon leur forme et teneur à la charge qu'à la diligence dudit Hinart, il sera apporté et mis au Greffe d'icelle, chaque année, un estat certifié des noms et surnoms des associez es manufactures, et de ceux qui seront employez es ouvrages de tapisseries, lesquels jouyront des privilèges, exemptions mentionnés es présentes lettres pourveu qu'ils ne fassent aucun autre trafic et commerce et qu'ils ne tiennent ferme d'autrui, et à la charge que tous les procez et différends dont la connaissance appartient aux officiers des élections, en première instance, et par appel en la Cour, y seront traitez avec deffences de faire poursuites ailleurs, à peine de deschéance des privilèges mentionnez esdites présentes lettres.

ANNEXE III

Arrest du Conseil d'Estat du Roy, du quatorzième avril 1699 portant règlement pour les compagnons et ouvriers travaillans en tapisseries de haute et basse lice.

(A Paris, chez la veuve Saugrain, à l'entrée du Quay de Gèvres, du costé du Pont au Change, au Paradis. 1713.)

(Bibliothèque de la Société académique de l'Oise, carton 31, n° 5)

Extrait des Registres du Conseil d'Estat.

Le Roy s'estant fait représenter en son Conseil l'Edit du mois d'aoust mil six cens soixante quatre, par lequel Sa Majesté auroit permis l'establissement d'une manufacture de toutes sortes de tapisseries de verdure et personnages de haute et basse lice dans la ville de Beauvais, et accordé en faveur des entrepreneurs plusieurs privilèges pour le temps et espace de trente années, à la charge par eux d'établir ladite manufacture, jusqu'au nombre de six cens ouvriers, d'y avoir continuellement au moins cinquante apprentis : et pour maintenir aussi les autres manufactures de tapisseries qui estoient déjà établies dans le Royaume, Sa Majesté auroit par l'article VI dudit édit fait deffenses aux entrepreneurs de ladite manufacture de Beauvais d'employer en icelle les ouvriers tant estrangers que français qui estoient employez dans les autres

manufactures, que du consentement de leurs maîtres, ce qui seroit réciproquement observé à l'égard desdits entrepreneurs de Beauvais, de la part des austres maîtres, à peine de cinq cens d'amende, et de tous dépens, dommages et intérêts contre chacun des contrevenans, à quoy le surintendant des bastiments, arts et manufactures de France, auroit esté chargé de tenir soigneusement la main : les lettres, patentes du onzième jour de may mil six cens quatre-vingt-quatre par lesquelles Sa Majesté auroit accordé en faveur de Philippe Behagle, les privilèges portez par ledit Edit, pour trente années à la charge par luy de rétablir et d'entretenir pendant ledit an et espace de trente années ladite manufacture de Beauvais : et Sa Majesté estant informée qu'au préjudice de la disposition dudit article VI dudit Edit, les ouvriers dudit Behagle quittent tous les jours les ouvrages qu'ils ont commencez dans la manufacture, pour aller travailler ailleurs, ce qui le met hors d'état de contenter le public, et de faire les ouvrages aussi parfaits qu'il le pourrait faire, estant obligé de faire achever par des ouvriers moins habiles, les ouvrages qui sont ainsi abandonnez par les bons ouvriers qu'il a eu de la peine à instruire ; et que les ouvriers des autres manufactures quittent aussi pareillement leurs maîtres quand bon leur semble, ce qui cause un libertinage parmi lesdits ouvriers, qui pourroit obliger les maîtres d'abandonner lesdites manufactures, et priver le Royaume de l'avantage que Sa Majesté a eu en vue de luy procurer, par l'établissement desdites manufactures. A quoy estant nécessaire de pourvoir : OUY le rapport du sieur Phélypeaux de Pontchartrain conseiller ordinaire du conseil royal, contrôleur général des finances. LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, a ordonné et ordonne que les ouvriers travaillans en tapisseries de verdure et personnages de haute et basse lice, ne pourront quitter les ouvrages auxquels ils seront employez chez un maistre, que la pièce de la tenture à laquelle ils auront commencé de travailler ne soit achevée, et sans avoir averti leur maistre un mois auparavant : quoy faisans, lesdits maîtres seront tenus de leur donner leur consentement par écrit : comme aussi que les maîtres ne pourront congédier leurs ouvriers-compagnons, sans les avoir averti quinze jours auparavant, et qu'en leur donnant pareillement un consentement par écrit, pour aller travailler ailleurs, et à leur refus lesdits ouvriers qui voudront quitter leurs maîtres ou qui seront par eux congédiés, pourront se pourvoir par devant les juges des manufactures, lesquels après avoir ouy lesdits maîtres, donneront congé ausdits ouvriers, s'il y échet, sans frais. Et en conséquence, fait Sa Majesté deffenses

aux maîtres, tant des manufactures royales, qu'austres de tapisseries de verdure et personnages de haute et basse lice, d'employer aucuns ouvriers tant estrangers que françois, qui auront travaillé dans une des manufactures du Royaume, que sur le consentement du maître tapissier chez lequel ils auront travaillé, ou sur le congé des juges des manufactures, à peine de cinq cens livres d'amende, d'estre tenus de renvoyer les ouvriers au maître qu'ils auront quitté, à sa première demande, et de tous dommages et intérêts.

FAIT au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Versailles le quatorzième jour d'avril mil six cens quatre vingt-dix-neuf. Signé, Phelypeaux.

Collationné à l'Original par Nous Conseiller
Secrétaire du Roy, Maison, Couronne de
France, et de ses Finances.

ANNEXE IV

Lettres patentes du 3 février 1711 accordant le privilège d'exploitation de la manufacture aux sieurs Filleul.

(archives communales de Beauvais F 19).

Analyse : Les entrepreneurs de la manufacture, qui ont à jouir encore pendant quatre ans du privilège accordé en 1684, ne sont pas en état d'entretenir cette manufacture. Parmi les différentes propositions qui ont été faites pour reprendre l'entreprise, celle des Frères Filleul, qui ont promis d'y consacrer 90.000 livres, a été retenue.

Article 1 : Les frères Filleul reprendront l'entreprise pour trente ans, à partir du 1^{er} janvier 1711. Ils jouiront des bâtiments à titre gratuit, à condition de les rendre en bon état.

Article 2 : Pour l'entretien de ces bâtiments, il leur sera accordé la somme de 3.000 livres par an pendant trente ans.

Article 3 : Il leur sera également alloué la somme de 12.000 livres payable en trois ans, afin de leur permettre de payer les métiers et dessins appartenant aux anciens entrepreneurs.

Article 4 : Aucune autre manufacture de tapisseries ne pourra s'établir à Beauvais et dans l'étendue de 15 lieues à la ronde.

Article 5 : Les ouvriers étrangers, *qui auront fait profession de la religion catholique*, seront réputés régnicoles et naturalisés français, après dix ans de travail à la manufacture.

Les articles 6 et suivants reprennent les dispositions de l'édit de 1664, notamment en ce qui concerne : les exemptions d'impôts, la possibilité d'avoir dans l'enclos de la manufacture des brasseurs, boulangers, etc... l'exemption de toutes taxes sur les matières premières, le droit de committimus, etc...

ANNEXE V

Arrest du conseil d'Estat du Roy, concernant la manufacture de tapisseries de Beauvais, du 15 juillet 1722.

(à Paris, chez Joseph Saugrain au milieu du Quay de Gêvres, à la Croix-Blanche) (Archives communales de Beauvais F 19).

Analyse : Les frères Filleul qui avaient reçu le privilège de la manufacture par lettres patentes du 26 décembre 1711 ont négligé la gestion de cet établissement, ont mécontenté les ouvriers. Sa Majesté a constaté que cet établissement était sur le point de tomber. Parmi les propositions qui ont été faites, celle du sieur Mérout paraît la plus avantageuse. Sa Majesté subroge donc Mérout, suivant ses offres et propositions annexées au présent arrêt, au privilège accordé aux Filleul en 1711. La concession en est faite pour ce qui reste des trente ans de ce privilège avec prorogation de 12 ans au-delà, aux conditions suivantes :

1. Jouissance des bâtiments à titre gratuit ;
2. Subvention de 3.000 fr. par an pour l'entretien des bâtiments ;
3. Remise des dessins et instruments de fabrication à Mérout charge de les restituer à Sa Majesté à l'expiration du privilège ;
4. Défense à toute autre manufacture de s'établir dans un périmètre de 15 lieues ;
5. Naturalisation au bout de 10 ans pour les ouvriers étrangers de religion catholique, avec prime de 20 livres par ouvrier à son arrivée ;
6. Prime annuelle de trente livres par apprenti ;
7. Fixation à 6 ans du temps de l'apprentissage ;
8. Maintien du peintre Duplessis, nommé en 1721.

On trouve dans le reste du texte des dispositions relatives aux modèles à fournir par le peintre, aux exemptions du personnel de toutes contributions, aux commerçants à admettre dans l'enclos de la manufacture, aux exemptions d'impôts pour les matières premières, à la faculté pour l'entrepreneur d'avoir à Paris ou ailleurs un magasin de vente, à la possibilité de s'associer des personnes nobles sans déroger, aux exemptions de droits pour les transports en France, aux droits à payer pour les tapisseries qui passent l'étranger, au droit de committimus.

ANNEXE VI

Arrêt du conseil d'Etat du Roy de mars 1734.

(Archives nationales E 2.135, f^{os} 280-292, et archives communales de Beauvais F. 19).

Analyse : L'arrêt vise l'arrêt du conseil du 22 décembre 1733 par lequel Mérou a été « déchargé » du privilège qui lui avait été accordé le 15 juillet 1722 et ne devait expirer que le 31 décembre 1752. Par cette même décision Mérou a été condamné à verser au Roi les effets de la manufacture « *appartenant* à Sa Majesté » et à payer à celle-ci la somme de 98.000 livres dont il est redevable. Deux arrêts des 2 et 16 mars 1734 ont accepté les offres de Mérou de payer 85.249 livres en effets et quittances, « savoir un certain nombre de tentures », et les 12.751 livres qui restent, en espèces, dans un délai de 2 ans. Nicolas Besnier ayant offert de se charger de l'entreprise pour 20 ans à partir du 1^{er} janvier 1734, aux mêmes conditions et privilèges que son prédécesseur, les 98.000 livres dues par Mérou seront acquises par Besnier à raison de 4.900 livres par an, sous la forme sus-indiquée.

Cette subrogation de Besnier à Mérou est consentie pour 20 ans aux conditions suivantes :

1. Jouissance des bâtiments et domaines *appartenant* au Roi, gratuitement, avec obligation de les rendre à l'expiration du privilège, dans le même état qu'à la prise de possession ;

2. Subvention de 3.000 livres par an pour l'entretien des bâtiments ;

3. Les métiers, dessins, etc... *appartenant* au Roi seront remis à Besnier ;

4. Le privilège est assorti d'un monopole valable pour Beauvais et ses environs (15 lieues à la ronde) ;

5. Les ouvriers étrangers, *qui auront fait profession de foi catholique*, seront réputés régnicoles au bout de 10 ans.

Dans ses autres articles l'arrêt reproduit les clauses de l'édit de 1664 ; il renferme d'ailleurs à la fin une disposition édictant la validité de ces clauses « en ce qu'elles ne sont pas contraires au présent arrêt ».

L'arrêt est suivi du compte débiteur de Mérou, et de l'acceptation de Besnier de se charger de l'entreprise aux conditions énoncées.

ANNEXE VII

Arrêt du conseil d'Etat du Roy du 25 décembre 1753.

(collection Bucquet, t. 73, n° 390, et archives communales de Beauvais F. 19).

Analyse : Le Roi concède à Charron le privilège d'exploitation de la manufacture de tapisseries pour une durée de 20 ans, à partir du 1^{er} janvier 1754.

Les métiers, dessins, tableaux, etc... *appartenant* au Roi seront remis à Charron, qui devra les rendre à l'expiration de son privilège.

L'arrêt confirme ensuite dans leur ensemble les clauses de l'édit de 1664.

ANNEXE VIII

Arrêt du Conseil d'Etat du Roy du 8 février 1780 nommant le sieur Menou à la place d'entrepreneur de la manufacture de tapisseries (Archives communales de Beauvais F 19).

Analyse : Le sieur Charron a présenté au Roi une requête exposant que son grand âge et ses infirmités ne lui permettent plus de

se livrer à ses travaux et demandant la permission de céder son privilège au sieur de Menou.

D'autre part, le sieur de Menou a présenté une requête tendant à être subrogé à ce privilège pour une durée de 15 ans. En conséquence, le Roy en son conseil subroge le sieur de Menou aux droits, privilèges, exemptions et gratifications accordés au sieur Charron pour en jouir jusqu'au 1^{er} janvier 1794.

Article 1 : les métiers, dessins, tableaux, appartenant au Roi seront remis au sieur de Menou qui les représentera à l'expiration de son privilège.

Article 2 : Obligation d'entretenir au moins 100 ouvriers et d'augmenter ce nombre d'année en année.

Article 3 : Les tapisseries fabriquées par la manufacture ne pourront être vendues à un prix inférieur à quarante l'aune et vingt métiers devront être au minimum entretenus.

Article 4 : Jusqu'à concurrence de 3.000 livres, aux frais du Roi, il sera fourni à l'entrepreneur des modèles, à charge par ce dernier de les conserver soigneusement et de les représenter à l'expiration de son privilège.

Article 5 : L'entrepreneur devra entretenir 30 apprentis, pour lesquels il recevra par an la somme de 900 livres.

Article 6 : Un peintre continuera à être attaché à l'établissement aux appointements de 1.200 livres.

Article 7 : Chaque année, l'entrepreneur livrera au Roi ou aux personnes désignées par ce dernier, une fourniture d'environ 20.000 livres à 500 livres l'aune.

Article 8 : Les dispositions de l'arrêt de 1753 restent applicables dans la mesure où elles ne sont pas contredites par le présent arrêt.

ANNEXE IX

Du vingt janvier mil sept cent quatre vingt trois, en l'assemblée de Messieurs les officiers du bailliage et siège présidial de Beauvais
(archives du département de l'Oise, Série B, présidial : actes 1782-83, répertoire Quesnot n° 1788).

Le procureur du Roi a dit qu'ayant pris communication du procès commencé à sa requête le treize novembre dernier contre plusieurs

ouvriers de la manufacture roiale de tapisseries de cette ville, à l'occasion des troubles et désordres arrivéz en ladite manufacture, il a reconnu que ces troubles n'avoient eû pour cause que l'esprit d'insubordination de plusieurs ouvriers et le défaut de discipline : pourquoi il croit nécessaire de nous proposer de renouveler les réglemens propres à maintenir l'ordre et à faire régner la paix et la tranquillité dans cette maison roiale ; que tel est l'objet des conclusions qu'il laisse sur notre bureau.

Lui retiré, la matière mise en délibération, vu par nous Lieutenant général et particulier et Conseillers du Roi audit bailliage et siège présidial de Beauvais, l'édit d'établissement de ladite manufacture roiale du mois d'août 1664 duement enregistré en Parlement et en ce siège ; les arrêts du conseil du 25 décembre 1753, et 8 février 1780, dont copies sont déposées au Greffe de ce siège. Nous ordonnons que les articles dont la teneur en suit seront exécutés dans ladite maison roiale et ateliers d'ycelle.

Règlement

pour l'ordre et la discipline de la manufacture roiale de tapisseries de Beauvais.

I

Les régisseurs, contre-mâtres, adjoints, assortisseurs, officiers de tête, tapissiers, compagnons et apprentis, concoureront, chacun à son égard, au bon ordre et à la tranquillité de la maison, par leur union, déférence respective et exactitude au travail.

II

Les apprentis, compagnons tapissiers, chacun dans son ordre de réception, aura toute déférence et tous égards raisonnables pour les ouvriers plus anciens qu'eux.

III

Ils porteront respect et obéissance aux entrepreneurs et à ceux qui le remplacent en son absence ; ils recevront avec déférence les ordres de ceux qui sont leur supérieurs par la constitution de la maison ; ils se conformeront avec soumission et exécuteront ce qui,

de la part du ministère, ou dudit entrepreneur, leur sera prescrit par les régisseurs ou contre-maîtres, relativement aux travaux de dite manufacture.

IV

Il est défendu à tout ouvrier, de quelque ordre qu'il soit, de troubler la tranquillité qui doit régner dans les ateliers et ouvroirs par des cris, par des chants immodérés, par aucun reproche, injures, invectives, jurements, discours licencieux et voye de fait quelconques.

V

Ceux qui n'ont pas intention, ou qui ne se sentiront pas en état de travailler dans les ouvroirs et ateliers, pour telle cause que ce soit, s'abstiendront de s'y présenter pour ne pas détourner les autres de leur ouvrage.

VI

Aucun officier de tête, tapissier, compagnon et apprenti ne pourra s'absenter plus de deux jours sans en avoir obtenu la permission dudit entrepreneur ou des régisseurs, et dans le cas de maladie ou autre empêchement légitime il en prévendra les régisseurs.

VII

Le régisseur veillera à l'exécution du contenu aux six articles cy-dessus, à peine d'être responsable en son nom des suites de leur inexécution.

VIII

Pour parvenir à les faire exécuter, et dans le cas de contraventions à aucune desdites règles par un apprenti, le régisseur, conformément à l'article six de l'arrêt du conseil du 25 décembre 1753, fera, sur les 30 livres accordées par le Roi, une retenue proportionnée au trouble qu'il aura commis, pour être ladite retenue employée en prix aux termes dudit article.

IX

Si le délit était grave et méritait plus grande peine ; ou en cas de récidive ; ou s'il était commis par un compagnon, ou par un maître,

ledit régisseur en dressera son procès-verbal, qu'il fera signer par deux maîtres ou compagnons ou les... de le signer ; et il remettra ce procès-verbal, sans délai, entre les mains de l'un des gens du Roi, ou au Greffe du bailliage ; à l'effet de ce que dessus, ledit régisseur prêtera devant nous serment et justice, dont sera dressé procès-verbal sans frais.

X

Lorsque les vitres de quelqu'un des ateliers auront été cassées par la faute de l'un des ouvriers, et non par force majeure ou accident imprévu, le régisseur est autorisé à les faire réparer aux frais de cet ouvrier par retenue sur ses salaires ; à l'effet de ce que dessus, les ouvriers dudit atelier seront tenus de donner connaissance au régisseur de celui qui aura commis la faute.

En cas de refus d'en faire la déclaration, la réparation sera imputable sur les salaires de tous les ouvriers dudit atelier par portions égales.

Disons que ledit règlement sera imprimé et affiché dans tous les ateliers de la manufacture royale et autres lieux d'ycelles à la diligence desdits entrepreneur et régisseur pour être exécuté selon la forme et la teneur.

Fait et arrêté en la Chambre du conseil et siège présidial de Beauvais le vingt janvier mil sept cent quatre vingt-trois.

ANNEXE X

L. Portiez, député à la Convention nationale par le département de l'Oise, à ses collègues, sur la manufacture, ci-devant royale, de tapisseries, établie à Beauvais.

(Collection Mathon, registre 15 et archives communales de Beauvais F. 20.)

Quand, étonnant l'univers par son attitude imposante, la nation française va poser les bases d'une constitution fondée sur les principes de la justice éternelle, cesseroit-elle de parcourir toutes les

routes ouvertes au génie et aux talents, après avoir été célèbre sous le despotisme, par ses triomphes dans tous les genres de gloire ? Les arts aussi ont servi la cause de la liberté. Car plus d'une fois une toile, un tapis ont offert aux despotes de grandes leçons, dans ces mêmes cabinets où ils méditaient l'asservissement des peuples. La France esclave régnait sur les tyrans dont elle frappait lourdement le trône, en les forçant de rendre un hommage, au moins secret, aux hommes de génie et à leurs productions : et certes la France libre ne remontera pas à ce genre d'empire, alors que, guidée par une ambition plus louable, elle aspire à voir tous les peuples unis par les liens de la fraternité. Déjà la Convention, à l'exemple des assemblées précédentes et malgré les déclarations de ces hommes qui tentent de nous ramener à l'esclavage par la barbarie et d'anéantir d'un même coup la philosophie et la liberté ; déjà, dis-je, la Convention a fait présenter des intentions favorables aux sciences et aux arts, en décrétant des encouragements. Pourroit-elle entendre parler avec indifférence d'un établissement utile ?

La manufacture de Beauvais fut fondée par Colbert, en 1664, c'est-à-dire trois ans avant celle des Gobelins. Des artistes flamands attirés par ce ministre ami des arts, naturalisèrent en France leur industrie ; cette plante exotique se plut dans ce nouveau sol et répondit sous l'influence d'un climat heureux à l'espérance qu'on avait conçue. Les entrepreneurs et les ouvriers furent encouragés par des privilèges. Le gouvernement avait à cœur que ce genre de manufacture ne fût point transplanté dans d'autres pays ; les ouvriers étaient liés par un engagement formel. Il ne leur était pas permis de sortir du Royaume ; aussi les amateurs étrangers étaient forcés de venir échanger leur or contre notre industrie.

L'émulation régnait entre la manufacture de Paris et celle de Beauvais ; cependant les tapisseries de haute lisse, portées à un prix excessif, ne pouvaient être achetées que par des rois ou des puissances riches. La manufacture de Beauvais abandonna à celle des Gobelins ce genre supérieur et se restreignit à un genre plus proportionné aux fortunes ordinaires, surtout depuis que les monotones étoffes des Indes, introduites par la mode, eurent chassé des appartements les tapis plus variés des hautes-lisses. Les productions de Beauvais, pour être moins riches, n'en furent pas moins caractérisées par la vivacité du coloris, la perfection du travail et la correction des dessins.

Par arrêt du conseil du 8 février 1780, l'administration du commerce confia l'exploitation de la manufacture de Beauvais au ci-

toyen Menou, pour 30 années ; les avantages faits à ses prédécesseurs lui furent continués ; pour alimenter d'autant plus l'activité du nouvel entrepreneur, le gouvernement avait autorisé ledit citoyen Menou, par l'art. VII de l'arrêt du conseil, à livrer tous les ans une fourniture de 20.000 livres...

Si le citoyen Menou était excité par des encouragements, il avait aussi des charges à supporter ; par exemple aux termes de l'arrêt de 1780, il est tenu de justifier qu'il occupe chaque année plus de cent ouvriers et qu'il y entretient trente apprentis. Il n'a pu satisfaire depuis quelque temps à cette partie de ses engagements, parce qu'une force majeure, le grand intérêt de la cause commune, a porté beaucoup de ses ouvriers et apprentis à quitter leurs paisibles ateliers pour se vouer dans les camps à la défense de la patrie. Les moyens de soutenir la manufacture avec les mêmes profits que sous l'ancien régime n'existant plus, l'entrepreneur donna sa démission le 24 novembre 1790. Elle fut envoyée par le ministre de l'intérieur au département de l'Oise. Aucun entrepreneur ne s'étant présenté, l'administration du commerce, le département et la municipalité de Beauvais engagèrent le citoyen Menou à continuer de donner ses soins jusqu'à ce que le Corps législatif eût définitivement prononcé. Des indemnités lui furent promises. Sur la foi de ces promesses il a continué. Aujourd'hui, le paiement du traitement de 1791 et 1792 fait l'objet de contestations portées au tribunal de la convention par l'ex-ministre Roland, ainsi qu'il appert par sa lettre du 31 décembre 1792. Je n'aurais pas parlé de cette contestation, qui paraît au premier abord étrangère à mon sujet, si elle n'eût servi à faire connaître les difficultés qu'éprouve l'entrepreneur et les motifs qu'il peut objecter pour ne plus continuer de surveiller cette entreprise.

Il importe d'observer à la Convention que les manufactures de France ont conservé jusqu'à ce moment sur toutes celles d'Europe une grande supériorité. Les amateurs étrangers sont à cet égard nos tributaires. L'industriel habitant de l'Angleterre n'a pu encore parvenir au même degré de perfection. Dans le dépit de son orgueil, il achète nos ouvrages pour les revendre aux autres peuples comme le produit des ateliers de la Grande-Bretagne.

L'ex-ministre Roland a traité... la question de savoir si la manufacture des Gobelins est : premièrement, désirable ; deuxièmement, possible... Je ne puis adopter son projet de réunion de la manufacture de Beauvais à celle des Gobelins...

Voici les raisons à l'appui de mon opinion :

1^o S'il est vrai de dire que les arts sont les enfants de la nécessité, il n'est pas moins vrai que leur perfection est le produit de l'émulation. Or, dans les entreprises de commerce la rivalité seule peut enfanter cette émulation.

2^o Il y aurait une sorte d'injustice d'enrichir une partie de la République au préjudice des autres. Il faut alimenter le goût des citoyens pour les beaux-arts et, par conséquent, disséminer les établissements...

3^o La transférence à Paris doit occasionner des frais. La somme absorberait celle des encouragements à accorder pendant un petit nombre d'années. Car les encouragements que je provoque aujourd'hui ne seront que momentanés et pendant leur durée ils n'excéderaient pas 800 à 1.000 livres, non compris le paiement du peintre et les entretiens des bâtiments. Le temps n'est pas éloigné sans doute où un spéculateur prudent pourra se charger à son propre compte de cette manufacture et l'administrer à son profit.

4^o Pourquoi la Convention nationale ne donneroit-elle point un témoignage d'intérêt à la ville de Beauvais qui, certes, n'a pas démérité de la patrie pendant tout le cours de la Révolution ?...

Voilà la ville que l'on voudrait priver d'une branche intéressante de son commerce.....

5^o La manufacture de Beauvais, beaucoup moins coûteuse à la Nation que celle des Gobelins, est cependant plus profitable. Ses marchandises sont plus répandues chez l'étranger. Ce débit provient de la variété des genres de tableaux qui s'y exécutent, des différentes sortes d'ouvrages qu'on y fabrique, de la modicité du prix des ouvrages plus à la portée du consommateur de toutes classes. Et cette modicité vient à son tour de celle de la main-d'œuvre portée à un prix tel, qu'on ne peut espérer de l'obtenir à Paris. L'augmentation de la journée de l'ouvrier doit nécessairement amener le surhaussement du prix des ouvrages et, par suite, le débit doit être moins grand.

Quand je viens de stipuler les intérêts de la Nation et du commerce, il me sera sans doute permis de plaider la cause de l'humanité.

Si vous supprimez la manufacture, vous ôtez à d'honnêtes ouvriers, pères de famille, les seuls moyens de subsistance qu'ils aient, car, adonnés uniquement à leur profession, ils ne peuvent en embrasser une autre... Si vous transférez l'établissement à Paris, ces ouvriers voudront-ils, pourront-ils y venir ? Il en coûte à la vieillesse de rompre de longues habitudes...

Ces ouvriers, pressés par le besoin, ont plus d'une fois sollicité la justice des représentants du peuple, mais toujours infructueusement. Le 30 septembre dernier, ils remirent aux citoyens Merlin, Jean De Bry, commissaires de l'assemblée nationale législative et Legendre, commissaire du pouvoir exécutif provisoire, une pétition expositive de leur situation. Le département, le district et la municipalité attestaient le contenu en ladite pétition ; renvoyée au Comité du commerce elle n'en est jamais sortie. Depuis l'ouverture de la session de la Convention ces mêmes ouvriers envoyèrent aux députés du département de l'Oise une demande revêtue de l'adhésion des corps administratifs... Fatigués de ne recevoir aucune réponse satisfaisante, les ouvriers se sont décidés à envoyer une députation qui, admise à la barre le 10 février, vous a peint la détresse de leurs confrères et la leur. Citoyens-législateurs, vous renvoyâtes à vos comités de commerce et des domaines réunis, pour vous faire un rapport sous quatre jours : la veille la Convention avait renvoyé aux mêmes comités une pétition des corps administratifs du département du district et de la municipalité, relative au même objet.

Citoyens-législateurs, cet exposé suffit sans doute pour vous faire apprécier l'importance de l'objet dont il s'agit.

L'intérêt de la Nation, la gloire du commerce et des arts vous font un devoir de conserver la manufacture de Beauvais ; j'ajoute que la justice, l'humanité et votre propre décret vous commandent de prononcer incessamment sur le sort de plus de cinquante pères de familles.

ANNEXE XI

Département de l'Oise (district de Beauvais), 1794.

Avis important : Entreprise de la manufacture de tapisseries de haute et basse-lisse de tapis établie à Beauvais.

Le privilège de la manufacture de tapisseries de Beauvais avait été concédé au citoyen Menou par arrêt du ci-devant conseil du 8 février 1780.

Il vient de notifier sa retraite de cette entreprise ; elle peut être avantageusement continuée par un citoyen intelligent.

La réputation des ouvrages qui sont sortis de cette manufacture est établie dans toute l'Europe depuis plus d'un siècle ; elle a soutenu la concurrence avec les Gobelins et a pu cependant livrer les marchandises à meilleur compte.

Le décret du 27 brumaire assure à l'entrepreneur la jouissance, à titre d'encouragement, des terrains, maisons, et bâtiments, ainsi que des matières, tableaux, dessins et autres ustensiles *appartenant à la Nation*.

Le traitement du peintre attaché à cette manufacture continue d'être à la charge de la Nation ; un nombre suffisant d'artistes précieux, d'ouvriers consommés, est prêt à seconder les spéculations de l'entrepreneur.

La position augmente encore les avantages. Beauvais, chef-lieu du département de l'Oise, est à 16 lieues de Paris, 18 de Rouen, 13 d'Amiens.

Tout citoyen en état de prouver sa solvabilité et les moyens d'entretenir cet établissement dans sa splendeur, utile d'ailleurs pour lui, est invité à se présenter en dedans le 1^{er} pluviôse au plus tard, à l'administration du district de Beauvais spécialement chargé par le district de la surveillance et de l'inspection immédiate de cette manufacture.

Arrêté à Beauvais, en séance publique, le 7 nivôse, deuxième année républicaine.

Les Administrateurs du Conseil permanent du district de Beauvais :

Signé : TALLON, *Président*.
MÉSANGUY, *Secrétaire*.

VU : *Le doyen,*
G. RIPERT.

VU : *le Professeur Président de la thèse,*
A. MESTRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES DOCUMENTAIRES.

- Archives nationales : F 12, 1458 à 1459 b : *tapisseries de Beauvais*.
Archives départementales de l'Oise : L 1m : *registres des délibérations des directoires du district de Beauvais et du département de l'Oise*.
Archives communales de Beauvais :
BB 49 : *registre des délibérations de la commune de 1662 à 1666* ;
BB 50 : *registre des délibérations de la commune de 1666 à 1670* ;
F 11 : *population de l'enclos de la manufacture* ;
F 19 : *copies diverses, 1664 à 1781* ;
F 20 : *lettres, états, protestations contre de Menou, documents divers de l'époque révolutionnaire* ;
HH 16 : *pièces séparées, copie et imprimé de l'édit de 1664, devis de réparations, etc...*
Bibliothèque de bibliographies critiques publiée par la Société des études historiques : *La Tapisserie* par JULES GUIFFREY (Picard et fils, Paris, 1904.)
Collection Bucquet « Aux Cousteaux » (bibliothèque municipale de Beauvais), principalement les tomes 73 et 74.
Collection Mathon (bibliothèque municipale de Beauvais) registre 15.
Commission des offices : *Rapport sur les manufactures des Gobelins, de Beauvais et de Sévres, du 12 février 1935*; rapporteur : M. Lorrain, conseiller référendaire à la Cour des comptes.
Commission des offices : *Rapport général* (J. O., 1936, annexes, p. 437.)
LEBLOND. *Inventaire sommaire de la collection Bucquet* (lib. Honoré Champion et Beauvais, 1 vol. 1906).
Recueil des règlements généraux et particuliers concernant les manufactures et fabriques du Royaume, 1730 ; 4 vol. et 3 vol. de supplément.

OUVRAGES GÉNÉRAUX.

- ASTRUC. *Les transformations récentes du régime financier des exploitations industrielles de l'Etat en France* (thèse Paris, 1928).
BLANCHE (J.-E.). *Les arts plastiques* (les Éditions de France, 1931).
BOISSONNADE. *Le socialisme d'Etat, l'industrie et les classes industrielles en France pendant les deux premiers siècles de l'ère moderne* (Paris, 1927).
BOISSONNADE. *Colbert ; le triomphe de l'étatisme ; la fondation de la*

- suprématie industrielle de la France ; la dictature du travail* (1661-1683) (bibliothèque d'histoire économique, 1932, Rivière).
- CLÉMENT. *Histoire de Colbert et de son administration à propos de son tricentenaire* (Paris, 2 vol., 1919, Perrin).
- Encyclopédie (La grande) : v^o *Tapisserie*, Paris, t. XXX (1900), p. 922-928.
- GIGNOUX (C.-J.). *Louis XIV et la qualité française* (*Plaisirs de France*, mai 1938).
- GUIFFREY. *Histoire de la tapisserie* (1888).
- GUIMBAUD. *La tapisserie de haute lisse et de basse lisse* (librairie d'art R. Ducher, 1928).
- JANNEAU. *Le décor intérieur* (*L'Art vivant*, Noël 1938).
- JOUBLEAU. *Etudes sur Colbert ou exposition du système d'économie politique suivi en France de 1661 à 1683*, 2 vol. (Guillaumin, 1856).
- MARTIN (G.). *Histoire économique et financière* (*Histoire de la Nation française*, t. X, Plon).
- MARTIN (G.). *La grande industrie sous le règne de Louis XIV* (Paris, 1899).
- MARTIN. *Tapisserie de haute et basse lisse* (Paris, 1922).
- MAZAN. *Les doctrines économiques de Colbert* (Thèse Aix, 1900).
- MEURVILLE. *Salon triennal : tapisseries* (feuilleton de la *Gazette de France* du 4 décembre 1883).
- MUNTZ. *La tapisserie* (Bibliothèque de l'enseignement des Beaux-Arts ; librairie-imprimerie réunies, Paris, 1881).
- NEYMARCK. *Colbert et son temps* (2 vol., 1877) ; principalement le t. I^{er}.
- REYNOARD. *Les ouvriers des manufactures nationales sous la Révolution* (thèse Paris, 1917).
- ROMIER (Lucien). *Explication de notre temps* (Grasset, 1925).
- YOUNG. *Voyages en France en 1787, 1788 et 1789*, t. 3 ; *Le travail en France* ; trad. par H. Sée (collection *les Classiques de la Révolution française*, 3 vol., A. Colin, 1931).

OUVRAGES SPÉCIAUX.

- AJALBERT. *Le bouquet de Beauvais* (Flammarion, 1921).
- AJALBERT. *Beauvais basse lisse* (Paris, Denoel et Steele, 1933).
- BABONNEIX. *La crise d'une vieille industrie : le tapis et la tapisserie d'Aubusson* (thèse Paris, 1935).
- BADIN (Jules). *La manufacture de tapisseries de Beauvais* (Paris, Société de propagation des livres d'art, 1909).
- BARRAUD (Abbé). *Notice sur les tapisseries de la cathédrale de Beauvais* (*Mémoires de la Société académique de l'Oise*, 1855, t. II, p. 165 et 321).
- BAUMONT. *Le département de l'Oise pendant la Révolution ; l'année 1794* (extrait du *Bulletin de la Société d'Etudes historiques et scientifiques de l'Oise*, n^o 3, t. VI, 1910).

- BONCOUR (Paul). *Discours à la Chambre des Députés* (J. O. du 29 novembre 1912, p. 2841 ; Chambre, 1^{re} séance du 28 novembre 1912).
- BOUSSON. *La manufacture nationale de tapisseries de Beauvais* (Beauvais, 1904).
- BOYER DE SAINTE-SUZANNE. *L'atelier de tapisseries de Beauvais* (Monaco, 1876).
- CLOUZOT. *La manufacture nationale des Gobelins (Plaisirs de France, décembre 1938).*
- DAUMET. *Rapport adressé au ministre au nom de la commission de la manufacture nationale de Beauvais* (Paris, A. Quantin, 1884).
- DAVILLIER. *Une manufacture de tapisseries de haute lisse à Gisors sous le règne de Louis XIV ; documents inédits sur cette fabrique et celle de Beauvais* (Paris, A. Aubry, 1876).
- DUBOS. *Notice historique sur la manufacture royale des tapisseries de Beauvais* (Beauvais, imprim. Desjardins, 1834.)
- FAUQUEUX (Ch.). *Beauvais, son histoire* (Beauvais, imprim. centrale administrative, 1938).
- GENAILLE. *Les fables de La Fontaine, en tapisseries de Beauvais, au XVIII^e siècle* (*Mémoires de la Société académique de l'Oise*, t. XXVII, 2^e partie, 1933, p. 429).
- GERSPACH. *La manufacture nationale de Beauvais* (*Revue des Arts décoratifs*, I, p. 513-523, II, p. 37-47, 1880-1881 et 1881-1882).
- GUIFFREY. *Etablissement de tapisseries des Pays-Bas dans le Béarn en 1583* (*Nouvelles archives de l'art français*, 1879, p. 232-240).
- GUIFFREY. *Les manufactures nationales de tapisseries : Gobelins et Beauvais* (Laurens, 1908).
- GUIFFREY. *Manufactures parisiennes de tapisseries au XVII^e siècle* (*Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, t. XIX, 1892).
- HAVARD. *Rapport adressé au ministre de l'Instruction Publique au nom de la commission de la manufacture nationale de Beauvais* (Imprimerie nationale, 1889).
- HAVARD et VACHON. *Les manufactures nationales* (Decaux, 1888).
- LEYENDECKER. *La manufacture nationale de Sèvres* (Thèse Paris, 1913).
- LOCQUIN (Jean). *Jean-Baptiste Oudry, peintre et directeur de la manufacture royale de tapisseries de Beauvais (1686-1755)* (*Bulletin de la Société d'études historiques et scientifiques de l'Oise*, 1906, n^{os} 1 et 2).
- NOEL. *La manufacture nationale de Beauvais* (*Figaro illustré*, novembre 1903).
- SANTERRE (Abbé). *Notice sur les tapisseries de la cathédrale de Beauvais* (Clermont, 1842).
- THIOT. *Isoré, député à la Convention* (*Bulletin de la Société archéologique et historique de Clermont de l'Oise*, 1910).
- WEIGERT. *La Manufacture royale de tapisseries de Beauvais en 1754* (*Bulletin de la Société historique de l'art français* ; 1933-1934 ; Nogent-le-Rotrou ; Daupeley-Gouverneur).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	I
CHAPITRE I : La manufacture, entreprise privée. Le Colbertisme. L'édit de 1664. Les divers entrepreneurs de 1664 à la Révolution. Conflit de juridictions.....	7
CHAPITRE II : La manufacture entreprise publique. La Révolution. L'arrêt du 13 prairial an III. Le XIX ^e siècle	27
CHAPITRE III : Le régime de l'autonomie. Sa genèse. Son économie (décrets de 1926) : principes, organisation administrative et régime financier. Ses résultats.....	41
CHAPITRE IV : Le régime actuel. La commission des offices. Rattachement de la manufacture au mobilier national. L'organisation actuelle. Le personnel. La production.....	63
CHAPITRE V : Déclin et perspectives. Causes de déclin depuis le milieu du XVIII ^e siècle. Rôle de l'Etat. Plan de rénovation. La théorie du coloris de tapisserie.....	85
CONCLUSION	103
ANNEXES I.....	109
— II.....	109
— III.....	117
— IV.....	119
— V.....	120
— VI.....	121
— VII.....	122
— VIII.....	122
— IX.....	123
— X.....	126
— XI.....	130
BIBLIOGRAPHIE.....	133

